

B.E.I.P.I.Association déclarée
Loi de 190130, Rue de Gramont
PARIS - 2°Téléphone : RICHelleu 80-80
Compte Chèque Postal de l'Association
PARIS 7241-06**SOMMAIRE***Les révélations du Capitaine Khokhlov :
Le 9° bureau du M.V.D.*

1

Le budget soviétique pour 1954.....

4

**LE COMMUNISME
DANS LE MONDE LIBRE***Le vingt-troisième congrès du P.C. bri-
tannique*

8

*Les communistes italiens et le pacte
germano-soviétique*

10

*Quand les communistes réécrivent l'his-
toire : L'U.R.S.S. et la Finlande en
1939*

12

**LE COMMUNISME
DANS LE MONDE SOVIETISE***La nouvelle politique économique en
Hongrie*

15

EN SUPPLEMENT : TITO ET MOSCOU PENDANT LA SECONDE GUERRE MONDIALE 1939-1945
par Branko LAZITCH**Les révélations du Capitaine Khokhlov****Le 9° bureau du M.V.D.**

ON se souvient qu'au mois d'avril les autorités américaines d'Allemagne firent connaître qu'un policier soviétique, le capitaine Khokhlov, s'était livré à elles, ainsi que deux de ses acolytes allemands. Du dossier qui fut alors communiqué à la presse, on n'a généralement utilisé que les parties où il était question des armes secrètes dont était muni Khokhlov, et de l'attentat préparé contre un émigré russe en Allemagne. Nous croyons être utiles à nos lecteurs en leur mettant sous les yeux les renseignements, assurément moins pittoresques, fournis par Khokhlov sur l'organisation du 9° bureau de la 2° direction du M.V.D., c'est-à-dire sur l'organisme chargé des opérations terroristes en territoire étranger. Nous y joignons quelques biographies des principaux responsables de cet organisme.



DEVYATY Otdel po Terrorou y Diversyi (9° Bureau pour le Terrorisme et la Diversion) est une section du M.V.D. subordonnée à la 2° Direction Générale du M.V.D. La 2° Direction Générale est chargée de toutes les activités de renseignements pour l'étranger. Le 9° Bureau, à son tour, est responsable des « actions spéciales » qui sont en premier lieu les actions telles que sabotages, assassinats, enlèvements et autres activités clandestines violentes.

Sa juridiction est apparemment étendue au monde entier au delà des limites de l'Union soviétique, mais les renseignements fournis par le capitaine Khokhlov se rapportent surtout aux activités de ce Bureau en Allemagne, Autriche, et les Pays voisins de l'Europe Occidentale ayant pour base avancée les zones soviétiques d'Allemagne et d'Autriche. Le prédécesseur du 9° Bureau était la 4° Direction Générale du N.K.V.D. qui était responsable des actions des partisans derrière les lignes allemandes.

Lorsque cette organisation dut être liquidée en 1945 à la fin des hostilités, son chef d'alors le Major Général P. A. Soudoplatov persuada ses supérieurs que les principaux fonctionnaires et agents de la 4° Direction Générale devaient être conservés pour réaliser un programme à long terme pour l'organisation et le soutien du mouvement des partisans derrière les lignes ennemies en cas d'attaque future de l'U.R.S.S.

Ceci devint la mission du Bureau Nomer Odin (Bureau n° 1) que continua à commander Soudoplatov. L'intention initiale était d'établir des agents importants dans des zones en dehors de l'Union soviétique pour qu'ils se familiarisent peu à peu avec la langue, les coutumes, la politique, la géographie et autres problèmes de ces zones. Ils étaient supposés accueillir et peut-être commander des groupes de partisans en cas de

guerre, venus, soit par infiltration, soit par parachutage dans ces zones. Ce programme a été effectivement appliqué dans les pays satellites et proposé pour les Nations Occidentales. La mission de Khokhlov à Bucarest était de cette nature et c'est la raison pour laquelle il n'a effectué aucune opération pendant son séjour là-bas. Le Bureau n° 1 (Bureau Nomer Odin) faisait partie de Spets Slousjba du M.V.D. (Service Spécial). Les premiers résidents s'établirent en Roumanie en 1945, suivis de près par la Pologne, la Hongrie et la Tchécoslovaquie. Un groupe fut créé en Autriche au début de 1951, un autre en Allemagne orientale à la fin de la même année.

Cette mission du Bureau n° 1 commença à changer en 1951, lorsqu'on désira créer un réseau dans l'Allemagne occidentale. L'expérience a montré qu'il était trop difficile d'utiliser des citoyens soviétiques pour les opérations et on modifia le plan en vue de recruter et entraîner des Allemands de l'Est qui devraient être envoyés plus tard dans la République Fédérale pour s'y établir. Les fonctionnaires soviétiques du M.V.D. devaient diriger ces réseaux à partir de Berlin, et, en cas de guerre, devaient passer clandestinement en Allemagne occidentale pour continuer les opérations.

Parmi ces agents, aux dires de Khokhlov, se trouvait un certain Otto Sersch, ancien prisonnier de guerre qui fut renvoyé chez lui, en Sarre, au début de 1952 par le Bureau n° 1. Après son arrivée, il fut dénoncé pour brutalités envers d'autres prisonniers allemands, lorsqu'il avait été employé comme fonctionnaire dans un camp de prisonniers soviétique. Il fut jugé et condamné à 8 ans d'emprisonnement. Le M.V.D. envoya un observateur à ce procès pour s'assurer qu'il n'avait pas révélé ses attaches avec le M.V.D.

Pendant l'été de 1952, suivant Khokhlov, la nature de l'activité du Bureau n° 1 changea de nouveau et le programme à long terme fut abandonné. Par contre Moscou donna les directives d'utiliser tous les agents disponibles déjà recrutés ou établis sur place pour le sabotage et autres actions violentes. (C'est à ce moment qu'on demanda à Khokhlov de se charger de l'assassinat à Paris d'un émigré russe). Un des agents fut envoyé au Danemark pour persuader le Parti communiste danois que le temps était venu d'entreprendre une action contre la transformation du Danemark en base anglo-américaine. Une section spéciale danoise était rattachée à ce moment-là à la base avancée d'opérations du Bureau n° 1 à Karlshorst.

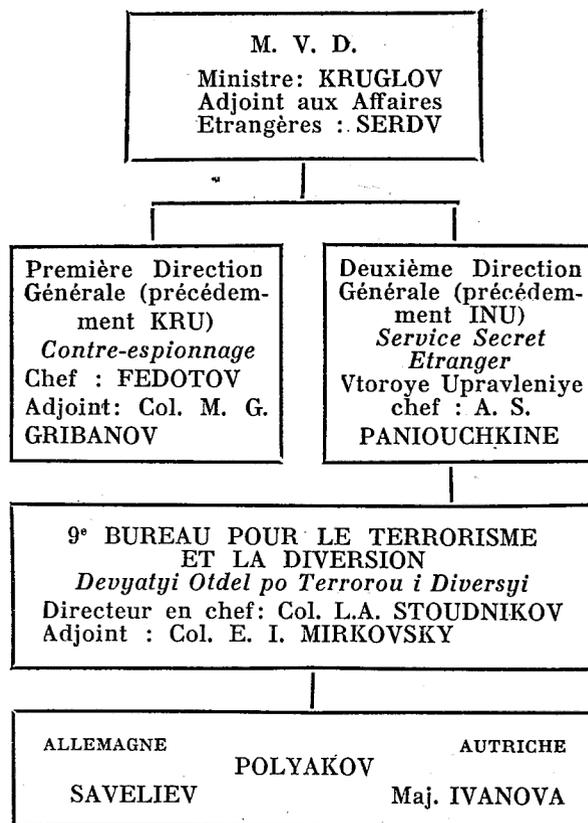
Immédiatement après la mort de Staline, il y eut du flottement dans les opérations du Bureau n° 1 et des rapports indiquent que Béria affirma que ces opérations de renseignements, recrutement, transport de dépêches et liaison avec les agents étaient une double onéreuse des autres services de renseignements soviétiques. En particulier, la 2^e Division Générale était, disait-on, capable d'entreprendre toute opération à l'ouest ayant déjà les agents en place. Tandis que le Bureau n° 1 serait obligé de se procurer, d'entraîner et d'envoyer un nouvel agent. Au début de juin, peu avant l'arrestation de Béria, Soudoplatov et son aide le général *Eitingon* rencontrèrent Béria et le persuadèrent de ne pas liquider le Bureau n° 1 ; ce ne fut qu'une courte trêve. En septembre 1953 Soudoplatov et Eitingon étaient arrêtés et disparurent. Le colonel Stoudnikov L. A. devint le chef effectif du Bureau n° 1 qui fut baptisé entre temps *Deviatyi otdel po terrorou i diversyi* et fut mis à la disposition du chef de la 2^e Direction Générale : A. S. Panyouchkine. Le 9^e Otdel reçut pour mission d'entreprendre des actions spéciales pour la 2^e Direction Générale.

Les bureaux du 9^e Otdel sont établis dans la fameuse prison de Lioublianka à Moscou, rue

Dzerjinsky n° 2. L'entraînement des hommes s'effectue à une base d'opérations au coin de la rue Métrostroyevskaia et Tourchanskii Pereoulok à Moscou, sous les ordres du colonel Arcadiy Foteyev avec un personnel d'instructeurs pour petites armes, jiu jitsu, radio chiffré, conduite d'autos, surveillance et photographie. Des armes spéciales et des engins explosifs sont fabriqués par un laboratoire près de Kuchino, dans la banlieue de Moscou et un autre laboratoire étudie les poisons et stupéfiants pour emploi dans des « actions spéciales ».

Khokhlov connaît bien les bases avancées d'opérations du 9^e Otdel en Allemagne et en Autriche. La base de Berlin a son Etat-major dans le bâtiment principal du M.V.D., ancien Hôpital Saint Antonius à Karlshorst. La base autrichienne est établie à Baden-Bei-Wien.

Voici d'après Khokhlov comment le 9^e Otdel est relié au M.V.D. :



Notices biographiques

Général EITINGON

Le général Leonid Alexandrovitch *Eitingon*, est le sous-chef du « deviatyi otdel » (9^e bureau) du 2^e département. Cet organisme avait succédé au « Bureau n° 1 » du M.V.D. dont il avait été également le premier chef-adjoint.

Eitingon est un homme d'une soixantaine d'années. Il a participé à la guerre civile d'Espagne en qualité d'officier de la police politique de l'U.R.S.S. En Espagne son pseudonyme était « général Kotov ». Depuis la fin de la guerre civile espagnole et jusqu'à 1940 ou 1941 il travailla en France. En 1930 déjà il avait été chargé d'organiser, avec la complicité d'un certain Chilov, employé au bureau de l'attaché militaire soviétique à Paris, l'enlèvement du général émigré russe Koutepov. C'est lui également qui recruta l'équipe chargée d'assassiner Trotski. Il s'occu-

pa de la formation technique de l'assassin Jackson-Mornard-Mercader.

De 1941 à 1945 il fut l'un des dirigeants du 4^e Bureau et de 1946 à 1950 chef-adjoint du 1^{er} Bureau du N.K.V.D.

En janvier 1951, à son retour d'un voyage à l'étranger Eitingon fut arrêté et mis en jugement; il était accusé d'avoir voulu passer en Occident, des dollars cachés dans son appartement constituaient une charge contre lui. Khokhlov pense que cette affaire avait été montée contre Eitingon étant donné qu'une épuration anti-juive était à ce moment en cours au sein du M.V.D.-M.G.B. Cependant en avril 1953, grâce à une intervention personnelle de Béria, Eitingon, malade à l'époque, fut libéré. Il resta pendant quelque temps dans un hôpital pour être nommé ensuite chef-adjoint de la 9^e section. Cependant en septembre 1953 Eitingon fut de nouveau arrêté, en rapport avec la disgrâce de Béria. Suivant les renseignements de Khokhlov, il a été fusillé.

Général-major Paul Anatolievitch SOUDOPLATOV

Jusqu'à son arrestation Soudoplatov assumait les fonctions de chef de la 9^e section. Celle-ci intervint en septembre 1953; son destin, depuis cette époque, est inconnu.

Soudoplatov avait le grade de général-major de la Sécurité encore avant la guerre. Actuellement, s'il est encore en vie, il a 55 ans. Marié à une juive, il a deux fils. Khokhlov le décrit comme un vrai fanatique.

Khokhlov se souvient que Soudoplatov lui a dit un jour qu'avant la guerre il avait été chargé d'entreprendre plusieurs « opérations » à l'étranger parmi les groupes d'émigrés russes. Une autre fois il lui révéla qu'il avait été en France et qu'il se plaisait dans ce pays.

Khokhlov le vit pour la première fois en octobre 1941 alors que Soudoplatov exerçait les fonctions de commissaire de la 4^e Direction (Oupravlénié) du N.K.V.D., mais il ne connut son nom que bien plus tard.

Soudoplatov demeura à la tête de la 4^e Direction du N.K.V.D. de 1941 à 1945. De 1946 et jusqu'à son arrestation en septembre 1953, il dirigea la 9^e section.

En janvier 1942, Khokhlov demanda à être envoyé au front. Mais Soudoplatov lui déclara que le pays avait besoin de ses services ailleurs. Le lendemain il ébaucha un plan d'après lequel Khokhlov était sensé aller en Turquie, en qualité de « Volksdeutscher » afin d'y assassiner von Papen. Ce projet n'eut pas de suites. En février 1945 Soudoplatov discuta avec Khokhlov au sujet du travail de ce dernier en Roumanie; plus tard, au cours de la même année, il le rencontra à Bucarest. En 1949 Soudoplatov approuva le rappel de Khokhlov à Moscou; il devait participer là-bas à la préparation des missions en Europe de l'Est.

En mars 1952 Soudoplatov donna l'ordre à Khokhlov de se rendre à Paris, sous la direction du major-femme Ivanova, dans le but d'y liquider un émigré. Khokhlov parvint à convaincre Soudoplatov que l'état de ses nerfs ne lui permettait pas l'accomplissement d'une pareille mission. Les deux hommes se virent une douzaine de fois entre 1941-45.

Alexandre Semionovitch PANIOUCHKINE

Paniouchkine est le chef du 2^e Département, organisme policier dont la 9^e section fait partie. Il occupe ce poste depuis juillet 1953. A partir d'octobre 1953 il reçut Khokhlov plusieurs fois, en liaison avec la préparation de l'assassinat de Francfort.

Khokhlov affirme que Paniouchkine, diplomate

d'après sa carrière officielle, est en fait l'un des dirigeants des services secrets rattachés au Comité central du Parti communiste de l'U.R.S.S. (Note du traducteur — Paniouchkine a été élu au 19^e congrès, en octobre 1952, membre-suppléant du Comité central du Parti). Paniouchkine a commencé sa carrière en qualité d'officier de la Direction Politique de l'Armée. Né à Koubychev en 1905, il fut envoyé en mission en Chine en 1939, où il resta jusqu'en 1944. Soi-disant malade ensuite il ne parut pas sur l'arène de 1945 à 1947, époque où il fut nommé, comme on le sait, ambassadeur à Washington, poste qu'il occupa d'octobre 1947 à juin 1952. Ensuite, il fut de nouveau, pendant un an, ambassadeur en Chine.

Il déclara à Khokhlov, au cours de la dernière audience, que pour sa mission d'assassinat à Francfort, il serait promu capitaine.

Colonel GRIBANOV

— Le colonel *Gribanov*, premier chef-adjoint du 1^{er} Bureau (contre-espionnage) depuis novembre 1953. Avant cela il était le chef du 3^e département d'Europe au ministère des Affaires étrangères soviétique. Il participa à la désignation de Khokhlov comme chef du groupe devant commettre l'assassinat de Francfort; il lui accorda une audience.

Colonel Lev Alexandrovitch STOUNDIKOV

Stoudnikov est le chef de la 9^e section, au siège central de Moscou. Cet homme d'une cinquantaine d'années était déjà officier du N.K.V.D. avant la guerre. Il fut affecté à la 9^e section en 1953. En mai 1953, lorsque Mirkovski fut envoyé en Albanie, Stoudnikov le remplaça pour les opérations en Allemagne et en Autriche.

En septembre 1953, après l'arrestation d'Eitingon, Stoudnikov fut nommé premier chef-adjoint et ensuite, après l'arrestation de Soudoplatov, chef principal de la 9^e section.

Son bureau se trouve à la Loublianka. D'après Khokhlov, il n'a jamais été à l'étranger et ne parle aucune langue étrangère.

En septembre 1953 c'est Stoudnikov qui annonça à Khokhlov que ce dernier avait été choisi pour accomplir « la mission de Francfort »; et un mois plus tard, en octobre, c'est encore lui qui communiqua à Khokhlov tous les détails de l'opération. Il précisa à Khokhlov que Paniouchkine et Gribanov (contre-espionnage) allaient suivre l'opération de près. A cette époque Stoudnikov rencontra aussi les deux acolytes allemands de cette entreprise, Weber et Koukovitch.

Eugène Ivanovitch MIRKOVSKI

Le colonel Eugène Ivanovitch *Mirkovski*, est un officier chevronné du M.V.D., d'une cinquantaine d'années. C'est l'adjoint du colonel Léon Alexandrovitch Stoudnikov, « responsable » et chef de la 9^e section en Autriche.

C'est Mirkovski qui délivra à Khokhlov un passeport autrichien et le chargea de missions en Suisse, Danemark, Hollande et Belgique.

En automne 1952, Mirkovski fut rappelé à Moscou où il fut placé à la tête du « Service des opérations » en Allemagne et en Autriche de la 9^e section. En mai 1953 il fut nommé par Béria au poste de conseiller du M.V.D. en Albanie. Après l'arrestation de Béria il fut rappelé immédiatement d'Albanie. Sans nouvelle affectation pendant un temps il passa alors son temps à rôder dans les couloirs de la 9^e section; personne n'osait employer une personne pouvant être compromise dans l'affaire Béria.

Fin janvier 1954, cependant, Mirkovski fut nommé premier adjoint de Stoudnikov; il le remplace officiellement, depuis que Stoudnikov ne remplit plus ses fonctions, étant soi-disant malade.

Le budget soviétique pour 1954

MÊME dans les pays à économie relativement libérale, où l'Etat n'absorbe et redistribue qu'entre le quart et le tiers du revenu national, le budget est un reflet assez fidèle de l'activité économique dans son ensemble. A plus forte raison l'est-il en U.R.S.S., où l'économie est étatisée à un degré tel que les recettes et les dépenses publiques englobent près des neuf dixièmes du revenu national. Le budget soviétique fournit donc des indications on ne peut plus précieuses sur l'état général de l'économie ; il est un important complément des communiqués de l'Office central de la Statistique sur les résultats économiques réalisés à la fin de l'année ou du semestre. C'est précisément pour cela que les maîtres du Kremlin s'efforcent de dissimuler les données qu'ils jugent défavorables et par trop révélatrices de ce qu'ils voudraient tenir secret ; d'où l'aspect incomplet, fragmentaire, des budgets soviétiques. Comme il est difficile de publier des chiffres absolument faux (1), le *black-out* désiré s'obtient par trois méthodes principales : soit le choix d'une base manifestement exagérée (2), soit encore la fusion de plusieurs rubriques en une seule, soit enfin le silence complet. Aussi l'absence d'un chiffre dans les statistiques soviétiques a-t-elle toujours une signification précise.

Ce qui frappe dans le budget présenté au Soviet suprême par M. Zverev, ministre des Finances, à la date du 21 avril dernier, c'est l'abondance des vides et leur multiplication par rapport à l'année dernière.

Le mystère s'épaissit

Voici comment se présentent les recettes (en milliards de roubles) :

	Recettes					
	1954 (prévis.)	1953 (réal.) (prév.)		1952 (réal.) (prév.)		1950 (réal.)
Impôt chiffre d'affaires.....	234,3	(?)	240,4	(?)	260,0	236,1
Prélèvement sur les bénéfices ..	92,6	70,3	80,6	57,4	61,8	40,4
Impôts directs ..	45,7	(?)	46,1	(?)	47,4	35,8
Emprunts	15,9	15,3	16,7	36,3	42,5	31,2
Non mentionné .	183,3	(?)	159,5	(?)	98,2	79,5
Totaux	571,8	539,7	543,3	497,7	509,9	423,0

Jusqu'à 1951, on apprenait régulièrement dans quelle mesure les prévisions avaient été réalisées. En 1952, on cherche en vain ce qu'ont rapporté l'impôt sur le chiffre d'affaires et les impôts directs, de sorte qu'il est impossible de savoir ce qu'ont donné les rentrées non mentionnées. Pour 1953, le rapport de M. Zverev du 21 avril dernier, observe le même mutisme sur les mêmes postes. Pour 1952, on connaît avec précision la provenance de 93,7 milliards de roubles sur 497,7 milliards, soit de 19 % ; pour 1953, on ne connaît

(1) M. Jean Romeuf, avec qui nous sommes pour une fois d'accord, écrit très justement dans son ouvrage *Le niveau de vie en U.R.S.S.* (dont nous avons fait justice dans notre n° 110) : « La publication d'un chiffre inexact supposerait l'existence d'un service spécialisé pour modifier tous les autres en fonction de celui-là. »

(2) Par exemple la récolte « biologique » à la place de la récolte engrangée (cf. B.E.I.P.I., n° 109, p. 8).

plus la provenance exacte que de 85,6 milliards sur 539,7 milliards, soit de 16 %. Quant à l'impôt sur le chiffre d'affaires et aux impôts directs, on peut au moins s'en faire une idée approximative d'après les prévisions. Mais les recettes que M. Zverev ne mentionne pas du tout et dont on obtient le montant en soustrayant du total la somme de tous les autres postes — 79,5 milliards en 1950 (réalisation), 98,2 milliards en 1952 (prévisions) — marquent un nouveau bond de 159,5 milliards (prévisions pour 1953) à 183,8 milliards cette année-ci.

Pourquoi le gouvernement dissimule-t-il depuis 1952 les rentrées provenant de l'impôt sur le chiffre d'affaires et des impôts directs ? Que l'impôt sur le chiffre d'affaires rapporte moins d'année en année, c'est naturel puisque la baisse des prix s'obtient précisément par ce moyen, et les dirigeants n'auraient aucune raison de le cacher. Il y a donc lieu de supposer que les recettes effectives ont été par trop inférieures aux prévisions, et c'est cela qu'il importait de dissimuler, car cette baisse serait en contradiction avec l'affirmation officielle (voir le communiqué du 31 janvier dernier) selon laquelle le chiffre des ventes au détail a sensiblement augmenté. Le mutisme observé quant au rendement des impôts directs s'explique sans doute de la même façon : les rentrées effectives ayant été notablement inférieures aux prévisions, ce fait jetterait une suspicion légitime sur l'affirmation selon laquelle les revenus de la population se sont considérablement accrus.

Cette baisse des rentrées effectives par rapport aux prévisions est plus significative pour 1953 que pour 1952. Le budget pour 1952 avait été préparé dès le début de l'année, tandis que celui pour 1953, présenté en août seulement, n'avait été élaboré qu'en juillet. Les prévisions pour 1953 reposaient donc déjà dans une très large mesure sur les résultats économiques du premier semestre et ne représentaient des anticipations que pour le second semestre. Aussi l'écart entre les résultats et les prévisions de 1953 aurait-il dû être bien moins considérable qu'en 1952 puisque les prévisions pour 1952 étaient des anticipations intégrales, tandis que celles pour 1953 n'étaient que des demi-anticipations puisqu'elles reposaient pour moitié sur des résultats d'ores et déjà acquis. Il est permis d'en conclure que l'évolution économique au cours du 2^{me} semestre 1953 n'a guère répondu aux espérances qu'on avait nourries en été dernier quant à l'efficacité des mesures de redressement tardivement décrétées.

Pour mieux faire ressortir les différences par rapport au passé, nous indiquons ci-dessous les modifications intervenues (en milliards de roubles) :

	1954 par rapport à	
	1953 (prévisions)	1950 (réalisation)
Impôt chiffre d'affaires.....	- 6,1	- 1,8
Prélèvement sur les bénéfices	+12,0	+ 52,2
Impôts directs	- 0,4	+ 9,9
Emprunts	- 0,8	- 15,3
Non mentionné	+23,8	+103,8
Totaux.....	+28,5	+148,8

De 1950 à 1954, les recettes budgétaires totales s'accroissent de 148,8 milliards, dont 103,8 milliards — soit 70 % — ressortissent aux rentrées non mentionnées. De 1953 à 1954, l'augmentation

est de 28,5 milliards, dont 23,8 milliards — soit 84 % !!! — sont de provenance non mentionnée. Après cela il se trouve toujours des niais et des benêts pour affirmer qu'« il y a quelque chose de changé » depuis la mort de Staline...

Le *black-out* est plus étendu encore du côté des dépenses, qui se présentent comme suit (milliards de roubles) :

	Dépenses					
	1954 (prév.)	1953 (réal.) (prév.)		1952 (réal.) (prév.)		1950 (réal.)
Financement écon. nat. . .	216,3	180,6	192,5	178,8	180,4	157,6
Mes. sociales et cult. . . .	141,3	123,8	129,8	122,8	124,8	116,7
Forces armées	100,3	(?)	110,2	108,6 (a)	113,8	82,9
Admin. de l'Etat	(?)	(?)	14,3	20,8 (b)	14,4	13,8
Serv. Dette publique ..	10,5	(?)	9,8	6,9	8,9	3,5
Non mentionné	94,3	(?)	73,9	22,3	34,6	38,8
Totaux ..	562,7	514,8	530,5	460,2	476,9	413,3

(a) Passé sous silence par Zverev; indiqué sous forme de pourcentage (23,6 % des dépenses totales) par Malenkov en août 1953. — (b) Voir notre étude sur le budget 1953 (B.E.I.P.I., n° 97).

Observons tout d'abord que pour la 1^{re} fois on s'abstient d'indiquer *même les prévisions* relatives aux dépenses afférentes à l'Administration de l'Etat (Justice comprise). Ce fait n'est assurément pas sans rapport avec l'étrange phénomène que nous signalions dans notre analyse du budget pour 1953 (B.E.I.P.I., n° 97) : dans son discours budgétaire du 8 août 1953, M. Zverev ne parlait pas des dépenses effectives afférentes à ce poste en 1952 mais en indiquant les prévisions pour 1953, il disait qu'elles étaient en diminution de 6,5 milliards sur l'année précédente; c'est ce qui permet de calculer, pour les dépenses effectives de 1952, le chiffre de 20,8 milliards, contre 14,4 milliards prévus.

L'auteur d'une étude sérieuse et fort bien documentée, consacrée au budget pour 1953 (3), croit pouvoir expliquer ce bond formidable par une ambiguïté de vocabulaire, M. Zverev ayant parlé de « l'appareil d'Etat » et non de « l'Administration », le premier terme semblant couvrir un ensemble de services plus vaste que le second. La diminution de 6,5 milliards ne s'appliquerait donc pas au seul poste budgétaire de « l'Administration », de sorte que le chiffre de 20,8 milliards calculé par nous pourrait être supérieur à la réalité. Cette hypothèse ne saurait être repoussée d'emblée et nous aurions été assez enclins à l'accepter si le silence hermétique de M. Zverev, dans son discours du 21 avril 1954, ne nous incitait à une méfiance accrue. Si les dépenses d'administration ne s'étaient brusquement accrues en 1952 par rapport à 1951 et que les prévisions pour 1953 n'eussent marqué le désir nettement affirmé de les ramener à leur ancien niveau, le mutisme présent de M. Zverev serait incompréhensible. Il s'explique par contre fort bien si l'on admet que la compression projetée s'est soldée par un échec et que les dépenses effectives en 1953 dépassent largement les 14,3 milliards prévus, tout en étant, peut-être, quelque

peu inférieures aux 20,8 milliards de 1952. En ce cas, la non-publication des prévisions pour 1954, de beaucoup supérieures sans doute à celles de 1953, devient parfaitement explicable.

C'est en tout cas un fait insolite, que ce point d'interrogation même au chapitre des prévisions. Quand aux dépenses effectives de 1953, elles ne se composent, à l'exception des « mesures sociales et culturelles » et du « financement de l'économie nationale », que de points d'interrogation. Pour ce qui est des 180,6 milliards consacrés en 1953 au financement de l'économie nationale, nous avons dû calculer ce chiffre nous-mêmes en nous fondant sur l'indication de M. Zverev selon laquelle les 216,3 milliards prévus pour 1954 excèdent de 19,8 % les résultats provisoires de 1953. Tout est devenu dépenses non mentionnées en plus des dépenses non mentionnées de toujours. M. Zverev n'a révélé l'affectation précise que de 60 % (309 milliards sur 515) des sommes dépensées en 1953. Dans les prévisions pour 1954, 94,3 milliards (dont entre 14 et 20 milliards pour l'Administration) ressortissent aux dépenses non mentionnées, soit 17 % des dépenses totales.

Par rapport à 1953 et 1950, les différences (en milliards de roubles) sont les suivantes :

	1954 par rapport à	
	1953 (prévis.)	1950 (réalisat.)
Financement de l'écon. nat.	+23,8	+58,7
Mesures sociales et culturelles	+11,5	+24,6
Forces armées	-9,9	+17,4
Service de la Dette publique	+0,7	+7,0
Adm. de l'Etat et non mentionné ..	+6,1	+41,7
Totaux	+32,2	+149,4

L'accroissement relativement modeste des dépenses militaires (diminution de 1953 à 1954) ne doit pas faire illusion. Il ne faut point oublier que l'Etat est, en ce domaine, à la fois fournisseur et client. Il lui est donc loisible de réduire à sa guise les prix des engins de guerre qu'il se vend à lui-même. La diminution de 1953 à 1954 est une opération purement comptable, et les 17,4 milliards d'accroissement depuis 1950 s'élèvent, calculés en prix constants, au multiple de cette somme. Comme une grande partie des dépenses non mentionnées est consacrée à la préparation de la guerre (sinon, pourquoi les camouflerait-on ?), il faut ajouter ces dépenses à celles affectées ouvertement aux forces armées. En supposant qu'on prévoie, pour 1954, 20 milliards de roubles pour l'Administration, les dépenses non mentionnées proprement dites s'élèveraient à 74 milliards, soit 35 milliards de plus qu'en 1950. L'accroissement effectif des dépenses de guerre est alors de 52 milliards par rapport à 1950 (35 milliards de dépenses occultes plus 17 milliards de dépenses avouées).

Par rapport aux prévisions pour 1953, les dépenses militaires (avouées plus occultes) ne semblent pas avoir été augmentées cette fois-ci. Selon qu'on suppose que les dépenses consacrées en 1954 à l'Administration s'élèvent à 14 milliards de roubles (comme dans les prévisions pour 1953) ou à 20 milliards (réalisation probable en 1952) les dépenses occultes atteindraient, cette année-ci, soit 80 milliards, soit 74 milliards. Les dépenses militaires (avouées plus occultes) se situeraient donc entre 174 et 180 milliards, contre 184 milliards en 1953 (prévisions) et 131 milliards (réalisation) ou 148 milliards (prévisions) en 1952. S'il y a cette année-ci, par rapport à 1953, une légère diminution, très certainement

(3) *Etudes et conjoncture*, n° 4 (1954), p. 395.

compensée en valeur réelle par la baisse des prix, elles demeurent supérieures à celles de 1952, de 33 % à 40 %, et sans doute de 50 % en tenant compte de la baisse des prix.

Les investissements

Sur les 216,3 milliards de roubles que le budget consacre cette année-ci au financement de l'économie nationale, 121,1 milliards sont destinés aux investissements, y compris les fonds de roulement pour la construction. Nous avons toujours considéré que la majeure partie de ces investissements était d'ordre essentiellement stratégique et affectée aux « grands travaux staliniens », à l'industrie lourde et aux industries de guerre. La part des investissements dans le total du poste : « financement de l'économie nationale » reste constante, depuis 1951, ainsi que le montre la comparaison ci-dessous (en milliards de roubles) :

	1950	1951	1952	1953	1954
Financement de l'éc. nat.	164,4	178,5	180,4	192,5	216,3
Investissements (a) . . .	106,5	98,0	98,1	106,7	121,1
Part des invest. dans le total	65 %	55 %	54 %	55 %	55 %

(a) Prévisions; ne disposant pas des chiffres relatifs à l'exécution, nous sommes obligés, quant au financement de l'économie nationale, de ne faire état que des prévisions.

Ce tableau n'est cependant pas complet : aux dotations budgétaires ci-dessus, s'ajoutent des fonds extra-budgétaires, tirés essentiellement des ressources propres des entreprises (auto-financement) et partant plus aléatoires — nous en parlerons plus loin. Comme ces ressources extra-budgétaires ne sont connues que depuis 1952 en ce qui concerne le financement de l'ensemble de l'économie nationale (pour les investissements, nous en disposons depuis 1949), nous ne pouvons envisager cette évolution que pendant les trois dernières années. Elle se présente comme suit :

	1952	1953	1954
<i>Financement de l'éc. nat. :</i>		(b)	(b)
Budget	178,8 (a)	192,5	216,3
Hors budget	86,2 (a)	98,0	110,4
Total	265,0	290,5	326,7
<i>Investissements :</i>			
Budget	98,1	106,7	121,1
Hors budget	45,0	49,4	63,8
Total	143,1	156,1	184,9
Part des investissements dans le financement de l'économie nationale	54 %	54 %	57 %

(a) Réalisation; prévisions non disponibles pour le poste hors budget. — (b) Prévisions.

La proportion est sensiblement la même pour l'ensemble et pour les fonds budgétaires seuls : un peu plus de la moitié des sommes destinées au financement sont consacrées aux investissements, dont une part importante n'a rien à voir

avec des œuvres de paix. Rien, dans ces chiffres, n'atteste la « reconversion » fondamentale et radicale dont les thuriféraires et les neutralistes nous rebattent les oreilles. Une partie des fonds rendus disponibles par la cessation des « grands travaux staliniens » est aujourd'hui affectée à la production d'objets de consommation, et c'est tout; l'industrie lourde et l'industrie de guerre continuent de jouir d'une priorité absolue. D'après les déclarations de M. Zverev, 90 milliards de roubles seront consacrés cette année-ci aux industries de base et 14 milliards seulement à celles qui produisent des objets de consommation.

En ce qui concerne l'agriculture, on fait un effort incontestable, étant donné la situation vraiment critique où se trouve cette branche vitale de l'économie soviétique. Les sommes consacrées à l'agriculture sont les suivantes (prévisions en milliards de roubles) :

	1950	1951	1952	1953	1954	Accroissement 1954 par rapport à 1950
	34,2	39,0	34,7	53,5 (a)	74,4	117 %

(a) Réalisation : 52,2 milliards; selon la déclaration de Zverev, les 74,4 milliards prévus pour 1954 représentent une augmentation de 42,4 % sur 1953.

Les investissements prévus dans l'agriculture (compris dans les 74,4 milliards) s'élèvent à 21 milliards, soit 80 % de plus qu'en 1953, ce qui veut dire que l'an dernier on n'y avait investi que 11,7 milliards, contre plus de 80 milliards dans l'industrie. En outre, les M.T.S. recevront cette fois-ci 30,8 milliards contre 20,6 milliards en 1953.

Reste à savoir dans quelle mesure toutes ces prévisions sont susceptibles de se réaliser. Dans la mesure où les fonds nécessaires seront fournis par le budget, l'écart entre les prévisions et la réalisation ne sera pas considérable, bien que certains symptômes indiquent que l'essoufflement de l'économie soviétique (voir notre n° 105) pourrait à la longue se répercuter dangereusement sur les rentrées et les dépenses budgétaires. En 1953, on n'a affecté au financement de l'économie nationale que 180,6 milliards de roubles au lieu des 192,5 milliards prévus, soit près de 12 milliards de moins. Cependant, le danger n'est pas là. Il réside dans l'ampleur des ressources hors budget (un tiers du total), qui ne peuvent être fournies que par l'autofinancement ou par des jeux d'écritures et, en dernière extrémité, par l'inflation...

Bénéfices et autofinancement

Les bénéfices des entreprises étatiques subissent une forte ponction en faveur du budget, où la partie accaparée par l'Etat figure au chapitre « Prélèvement sur les bénéfices ». Le reste, laissé à la disposition des entreprises, est employé en majeure partie à l'autofinancement (notamment aux investissements et à l'accroissement du fonds de roulement).

La première question intéressante est celle de la proportion entre le montant des bénéfices et les sommes consacrées par le budget au financement de l'économie nationale, autrement dit : entre ce que l'économie dite socialiste rapporte et ce qu'elle coûte à l'Etat. Voici comment ces deux

postes ont évolué au cours des dernières années (en milliards de roubles) :

	Prévisions		Réalisation	
	Subventions de l'Etat	Bénéfices totaux	Subventions de l'Etat	Bénéfices totaux
1949	152,5	69,6	161,9	(?)
1950	164,4	70,7	157,6	65,5
1951	178,5	76,8	179,4	74,7
1952	180,4	88,1	178,8	(?)
1953	192,5	111,5	180,6	89,8
1954	216,3	123,2		

Rappelons qu'une partie seulement — la majeure partie — des bénéfices rentre directement dans les caisses de l'Etat (« prélèvement sur les bénéfices »), mais comme l'emploi de l'autre partie, destinée à l'autofinancement, est également déterminé par l'Etat, il nous paraît suffisant de comparer le total des bénéfices aux sommes que l'Etat verse dans l'économie pour établir ce que cette politique économique coûte à l'Etat, c'est-à-dire à la collectivité nationale. Le tableau ci-dessous illustre cette situation.

Excédent des subventions étatiques sur les bénéfices

	Prévisions		Réalisation	
	Milliards de roubles	Pour cent	Milliards de roubles	Pour cent
1949	82,9	191	(?)	(?)
1950	93,7	133	92,1	141
1951	101,7	132	104,7	140
1952	92,3	105	(?)	(?)
1953	81,0	73	90,8	101
1954	93,1	76		

La collectivité soviétique est donc obligée de prodiguer à l'économie étatique des subventions s'élevant au moins au double des bénéfices qu'elle en tire. On observe en même temps que cet excédent est plus grand en ce qui concerne les prévisions. C'est en 1953 que les mécomptes paraissent particulièrement importants : les bénéfices réalisés (89,8 milliards) étaient de près de 22 milliards — soit de 20 % ! — inférieurs aux prévisions (111,5 milliards), de sorte qu'on a dû amputer de 12 milliards (180,6 milliards contre 192,5 milliards prévus) les subventions accordées au titre du financement de l'économie nationale. Les moins-values étaient sans doute plus importantes encore en 1949 et en 1952, puisque l'on s'est abstenu de communiquer les résultats effectifs. Le silence sur les résultats de 1952 et les chiffres décevants, relatifs à 1953, confirment en tout cas ce que nous disions ici-même depuis deux ans quant à l'essoufflement de l'économie soviétique.

Voici, d'autre part, comment se répartissent les bénéfices globaux entre l'Etat (prélèvement sur les bénéfices) et les entreprises (essentiellement autofinancement) en milliards de roubles :

	Prévisions			Réalisation		
	Bén. tot.	Prél. budget	Auto-financ.	Bén. tot.	Prél. budget	Auto-financ.
1949	69,6	34,0	25,7	(?)	42,2	(?)
1950	70,7	40,0	29,1	65,5	40,4	(?)
1951	76,8	47,2	34,0	74,7	47,8	(?)
1952	88,1	61,8	45,0	(?)	58,4	(?)
1953	111,5	80,6	33,9	89,8	70,3	(?)
1954	123,2	92,6	63,8			

La somme des deux postes : « prélèvement pour le budget » et « autofinancement » ne correspond qu'approximativement aux bénéfices totaux. La différence n'est cependant considérable qu'en ce qui concerne les prévisions pour 1952 et pour 1954. Elle le serait aussi pour 1953 si nous ajoutions aux 33,9 milliards escomptés pour l'autofinancement, les 15,5 milliards que M. Zverev comptait tirer en outre de quelques artifices comptables. Il n'est pas exclu que le chiffre de 63,8 milliards prévu pour cette année-ci comprenne également de tels artifices, ce qui expliquerait pourquoi la somme de 63,8 milliards et de 92,6 milliards excède de 33 milliards le total des bénéfices escomptés. Les autorités soviétiques n'ont jamais communiqué les chiffres relatifs à la réalisation de l'autofinancement. En calculant la différence entre les bénéfices totaux réalisés (officiellement communiqués sauf pour 1949 et 1952) et les prélèvements budgétaires effectifs, on peut cependant se faire une idée au moins approximative de ce qui a pu être réellement investi au titre de l'autofinancement (milliards de roubles) :

	Prélèvement budgétaire		Auto-financement	
	Prévis.	Réalis.	Prévis.	Réalis.
1949	34,0	42,2	25,7	(?)
1950	40,0	40,4	29,1	25,1 (a)
1951	47,2	47,8	34,0	26,9 (a)
1952	61,8	58,4	45,0	(?)
1953	80,6	70,3	33,9	19,5 (a)
1953 par rapport à 1950	+102 %	+74 %	+16 %	-22 %

(a) Calculé par nous-mêmes.

Si, depuis 1952, les prélèvements budgétaires sur les bénéfices sont inférieurs aux prévisions, c'est la preuve que les bénéfices eux-mêmes sont restés de beaucoup au-dessous de ce qu'on avait escompté. D'où l'accroissement modeste, voire le piétinement des prévisions quant à l'autofinancement et la diminution des sommes réellement consacrées à cet objectif. En 1950, l'autofinancement réel représente encore 86 % des prévisions ; il n'en représente plus que 79 % en 1951 et 58 % en 1953. Le budget accaparant une part croissante des bénéfices, il en reste de moins en moins pour l'autofinancement.

Les prélèvements budgétaires représentent la part que voici du total des bénéfices :

	Prévisions	Réalisation
1949	49 %	61 % (a)
1950	56 %	62 %
1951	61 %	64 %
1952	70 %	66 % (a)
1953	72 %	78 %
1954	75 %	

(a) Prélèvements budgétaires effectifs par rapport aux bénéfices prévus, les bénéfices réalisés n'ayant pas été communiqués.

La part prélevée par l'Etat sur les bénéfices s'accroît donc d'année en année. En même temps on constate que le pourcentage des prélèvements réels est supérieur aux pourcentages prévus, sauf en 1952, mais ce pourcentage de réalisation (66%) est vicié du fait que, ne possédant pas le chiffre des bénéfices effectifs, nous avons dû rapporter le prélèvement budgétaire *réel* aux bénéfices *prévus*. Les bénéfices effectifs ayant certainement été inférieurs (sinon on les aurait communiqués), le pourcentage excède probablement 70 % ; il est en tout cas supérieur aux 66 % de notre tableau.

Il est permis d'en conclure que les investissements qu'on voudrait financer avec les « ressources propres » des entreprises deviennent de plus en plus aléatoires. En même temps on demande toujours davantage à ce même autofinancement qui donne de moins en moins. Voici comment se composent les investissements quant à leur origine (prévisions en milliards de roubles) :

	Total des investissements	Budget	Auto-financement	Part de l'autofinancement
1949	105,5	79,8	25,7	22 %
1950	135,6	106,5	29,1 (25,1)	21 % (19 %)
1951	132,0	98,0	34,0 (26,9)	26 % (21 %)
1952	143,1	98,1	45,0	31 %
1953	140,6	106,7	33,9 (19,5)	24 % (15 %)
1954	184,9	121,1	63,8	35 %

Pour les trois années (1950, 1951 et 1953) pour lesquelles nous disposons des chiffres calculés par nous-mêmes, relatifs à l'autofinancement effectif, nous avons fait figurer entre parenthèses la part réelle de l'autofinancement dans les investissements. Tandis que les pourcentages prévus augmentent, les pourcentages réels s'amoindrissent. Pour faire mieux ressortir la principale contradiction, nous juxtaposons ci-contre deux séries de pourcentages plus que significatifs (prévisions) :

	Part des bénéfices laissés aux entreprises	Part demandée aux bénéfices dans les investissements
1949	51 %	22 %
1950	46 %	21 %
1951	39 %	26 %
1952	30 %	31 %
1953	28 %	24 %
1954	25 %	35 %

L'Etat prélève donc une part de plus en plus importante sur des bénéfices qui ne s'accroissent que très lentement. En même temps il exige que la fraction de plus en plus faible qu'il laisse à la disposition des entreprises fournisse un appoint de plus en plus considérable pour les investissements. Cette politique pourrait se justifier à la rigueur — pour les partisans d'un rigide dirigisme étatique — si les bénéfices s'accroissaient rapidement en chiffres absolus. Mais tel n'est pas le cas. Dans son discours du 21 avril dernier, M. Zverev s'est plaint de la non-rentabilité de bien des branches : l'exploitation de l'industrie forestière s'est soldée par un déficit de 1,4 milliards de roubles en 1951, de 1,8 milliards en 1952, de 2,2 milliards en 1953 ; dans l'industrie charbonnière le prix de revient a dépassé, en 1953, de 700 millions de roubles le montant prévu par le plan ; les pertes imputables aux seules malfaçons dans les entreprises industrielles atteignaient 3,2 milliards de roubles l'an dernier.

Il n'est guère probable que cette situation s'améliore radicalement en 1954. D'ores et déjà on peut tenir pour certain que les sommes prévues pour les investissements ne seront trouvées que péniblement dans la mesure où elles devront être fournies par le budget, et qu'elles n'atteindront même pas la moitié des prévisions dans la mesure où elles devront provenir de l'autofinancement. Si l'équipe dirigeante veut maintenir à tout prix l'ampleur des investissements prévus, elle devra se résoudre à l'inflation. Sinon, elle sera forcée de réduire les investissements et elle se trouvera devant le dilemme : sacrifier l'industrie lourde ou les branches travaillant pour la consommation ? L'heure des options cruciales approche.

LE COMMUNISME DANS LE MONDE LIBRE

Le vingt-troisième congrès du P. C. britannique

Le Parti communiste britannique a tenu, le 17 avril 1954, son vingt-troisième congrès national, qui a réuni à Battersea-Town-Hall, 650 délégués. Apparemment, cet événement peut sembler sans grande importance, car, pour qui s'en tient à l'aspect parlementaire des choses, les communistes n'occupent pas une bien grande place dans la vie politique britannique. En réalité, cette place est beaucoup plus grande qu'on ne l'imagine et, si l'on considère non plus les résultats électoraux, mais le « noyautage » des organisations ouvrières, il devient évident que les communistes jouent dans la vie politique britannique un rôle qui n'est pas négligeable.

Il est vrai que, comme l'écrit *The Economist* (24-4-54), dès que les communistes britanniques « se présentent à visage découvert au lieu de mettre en avant des comparses, la grande masse des électeurs, syndicalistes ou non, se détournent d'eux. »

Et d'en donner quelques exemples :

« Le nombre des cartes délivrées par le Parti reste, depuis plusieurs années à 35.000 (y compris les 3.000 membres de la « Ligue des jeunes communistes »). La diffusion du *Daily Worker* est tombée régulièrement de 115.000 exemplaires

en 1951 à 87.000 à la fin de 1953 ; dans la même période, la diffusion du Labour Monthly est descendue de 15.000 à 13.000 et la Communist Review a cessé de paraître, faute de lecteurs. Les dix candidats communistes qui se sont présentés aux élections générales de 1951 n'ont obtenu, à eux tous, que 21.640 voix et ont perdu leurs dépôts ; il semble du reste que, depuis, la popularité du parti dans les milieux électoraux ait encore baissé. Aux élections municipales de 1952, le parti a présenté 62 candidats qui ont obtenu un total de 50.000 voix ; à celles de 1953, les candidats communistes n'ont pu réunir que 36.000 voix. Quand l'Amalgamated Engineering Union, forte de 890.000 membres, a élu son président en 1951, le candidat communiste, M. Claude Berridge, a obtenu plus de 37.000 suffrages ; à l'élection de 1954, le nombre de ses voix est tombé à 33.000. »

Il est donc clair, comme les dirigeants communistes l'admettent avec tristesse, que le P.C. britannique n'a pas réussi à conquérir à son profit l'appui des masses, mais il est de fait qu'« au cours des dernières années, la propagande communiste a pénétré avec succès dans de larges couches du mouvement travailliste et même dans d'autres secteurs ».

« La prétention du parti d'avoir pénétré dans d'autres organisations est fondée, écrit *The Economist*. Il y a eu une remarquable pénétration communiste et crypto-communiste dans les sections politiques du Labour et dans les syndicats. Il arrive que le premier de ces succès ne soit pas claironné ; il n'en est pas de même pour le second. Quand le congrès s'est réuni, le Comité exécutif du parti communiste y était représenté par le secrétaire général des métallurgistes, le secrétaire général adjoint des électriciens, le secrétaire général des sapeurs-pompiers, le secrétaire général et deux présidents régionaux des mineurs, ainsi que le vice-président des Travailleurs de l'industrie automobile. Parmi les délégués, plus d'une centaine étaient membres de l'Amalgamated Engineering Union (A.E.U.), représentation allant du modeste militant de base aux chefs nationaux et comprenant des vétérans notoires du parti tels que Joe Scott, Wal Hannington, Syd Abbott, Claude Berridge, les Ambrose et Peter Kerrigan. Ce dernier est membre du Bureau politique du parti et chef de sa section syndicale ; il a reçu, il y a deux ans, l'ordre du Mérite de l'A.E.U. »



L'influence quotidienne qu'exercent ces militants sur les milieux ouvriers est évidemment considérable. Nous avons montré dans une précédente étude (*B.E.I.P.I.*, n° 106 du 1^{er} janvier 1954) qu'ils sont à l'origine des mouvements auxquels se sont livrés à la fin de 1953 les électriciens et les transporteurs d'essence. Les responsables du parti ont d'ailleurs revendiqué la paternité de ces mouvements au congrès de Battersea. « Et, ajoute *The Economist*, il convient également de noter qu'un délégué, faisant allusion à la tentative du syndicat de s'immiscer dans la vente par la B.O.A.C. d'avions Hermès, s'est félicité que la section du P.C. de l'aéroport de Londres ait récemment doublé le nombre de ses membres. Le parti a l'intention d'être encore plus actif dans les mois qui viennent pour déclencher de nouvelles grèves. « Plus nous pourrions organiser de telles menaces en 1954, a déclaré M. Pollitt, mieux ce sera pour nous tous. »

Toute cette action a évidemment une orientation politique et il est clair, dit encore *The Economist* que l'influence occulte du P.C. dans les

syndicats et les organisations électorales du Labour a été un facteur décisif dans certaines prises de position politiques. « Au printemps et au début de l'été 1953 une douzaine au moins de conférences syndicales ont voté des résolutions nettement inspirées du programme du parti communiste. »

« Douze conférences allant de l'Amalgamated Engineering Union à la Fire Brigade Union se sont prononcées en faveur d'un commerce sans entraves entre l'Est et l'Ouest ; presque autant ont réclamé un Pacte à Cinq ; sept se sont élevées contre la guerre bactériologique et une demi-douzaine ont réclamé la réduction du service militaire à un an. Même l'Union nationale des étudiants a fait un pas pour revenir au sein du parti. M. Pollitt, résumant ces victoires et d'autres semblables, a déclaré :

« Au congrès des Trade-Unions de 1953, la politique tendant à mettre fin à la domination américaine, à établir des relations amicales et commerciales avec le monde socialiste, à réaliser un changement social a été approuvée par deux à trois millions de voix, — et à la conférence du Labour Party de 1953 par 1,75 à 2 millions de voix. Le nouveau caractère marquant de ces votes si significatifs a été la naissance d'un puissant groupe de syndicats comprenant les travailleurs de l'industrie mécanique, les électriciens et les cheminots, en accord avec la majorité des partis électoraux du Labour. Et, qu'il n'y ait pas d'erreur, tous ces développements ont été énormément influencés par l'œuvre et la propagande du parti communiste. »

« Il ne doit pas y avoir d'erreur à ce sujet, surtout à Transport House », conclut *The Economist*.



La tactique du P.C. serait plus efficace encore si elle ne se heurtait à la volonté arrêtée des leaders syndicaux de ne pas se laisser manœuvrer et d'empêcher les communistes ou leurs compagnons de route d'arriver, à la faveur du mensonge et de la manœuvre, jusqu'au Conseil du Labour Party.

« Depuis 33 ans qu'existe le parti communiste britannique, le Labour Party a toujours refusé son affiliation, écrit *The Economist*, et il a pros crit les organisations de Front communiste créées pour permettre l'infiltration. De plus, quelques syndicats, par exemple, la Transport and General Workers Union qui compte 1.250.000 membres, ont interdit aux communistes de détenir des postes dans l'Exécutif. En 1954, les communistes espèrent faire lever au moins quelques-uns de ces interdits. Ils sont convaincus que, dans cette tâche, ils peuvent compter sur l'appui de la majorité des sections électorales du Labour Party ainsi que sur un groupe de syndicats militants qui réunissent 1 million et demi de voix à toutes les conférences du Labour Party. Écoutez M. Pollitt :

« En 1921, les chefs de l'aile droite... ont refusé l'affiliation du parti communiste. Grâce à cette mesure et à d'autres interdictions et exclusions successives, les chefs de la droite sont parvenus jusqu'à présent à attacher plus sûrement le Labour Party aux basques du capitalisme... Aujourd'hui, ils attaquent les bevanistes et tous les travailleurs de gauche en général... Il n'y a pas de conflit entre le parti communiste et la masse des adhérents du Labour Party... Tout l'avenir du Labour Party dépend... du rétablissement de la base fédérale d'origine et de la suppression de toute interdiction ou proscription. »

On connaît la manœuvre : c'est au nom de la démocratie qu'il est le premier à bafouer que le parti communiste britannique demande à entrer dans ce Labour Party qui n'est pas un parti du type habituel en France mais une sorte de fédération d'organisations diverses, syndicales, coopératives, politiques.

La « lutte pour rétablir la démocratie dans les syndicats » — telle est la formule — a subi l'épreuve du feu dès le lendemain du discours de M. Pollitt. Ce fut une défaite pour les communistes, nous dit *The Economist* :

« Par 26.580 voix contre 12.540, la Clerical and Administrative Workers Union repoussa une résolution tendant à supprimer une règle syndi-

cale selon laquelle les membres d'organisations proscrites par le T.U.C. et le Labour Party sont inéligibles comme délégués à des organismes auxquels l'Union est affiliée. »

« Ce ne fut toutefois que le premier coup tiré dans une bataille qui sera poursuivie les mois prochains dans d'autres conférences syndicales », ajoute *The Economist*, qui conclut de la façon la plus juste :

« Le but essentiel de la conspiration communiste en Grande-Bretagne n'est pas aujourd'hui de renverser par la force le gouvernement de Sa Majesté. Il est à souhaiter que, dans les divers syndicats et les sections électorales, la réponse soit aussi nette que celle donnée par la Clerical and Administrative Workers Union. »

Les communistes italiens et le pacte germano-soviétique

L'ATTITUDE présumée du parti communiste italien au temps de l'alliance germano-soviétique, n'est pas très différente de l'attitude du parti communiste français pendant la même période. Les différences apparues dans leurs comportements respectifs résultent seulement de la diversité des conditions objectives dans lesquelles se sont trouvés ces deux partis dans l'accomplissement de leur tâche : le parti communiste français travaillait dans un régime démocratique et parlementaire ; le parti italien agissait dans un pays dominé par une dictature fasciste. Ainsi, tandis que les communistes français devaient défendre une politique pro-hitlérienne devant un public doué de mémoire et de jugement, les communistes italiens s'abstenaient généralement d'afficher leur complicité avec le gouvernement allemand. Le fait que le parti communiste italien n'était, à l'époque, qu'un petit parti, dont l'activité s'adressait presque exclusivement aux émigrés, limita les répercussions de sa politique nazie et permit aux dirigeants communistes de cacher à la grande masse du public italien, leur véritable position dans la période comprise entre août 1939 et juin 1941. Les dirigeants communistes réussirent ainsi à persuader les honnêtes « observateurs » démocrates, que la lutte antifasciste, préconisée par le P.C.I. pendant toute la dictature, n'avait jamais cessé.

La critique de Manouïlsky

Au cours de l'action politique poursuivie par le P.C.I. entre l'époque qui suivit les lois d'exception de novembre 1926 et la signature du Pacte germano-soviétique d'août 1939, on peut distinguer deux phases bien différentes : Jusqu'à la fin de l'année 1933, le parti communiste italien se considérait essentiellement comme un parti clandestin, dont l'Italie est le champ d'action ; dans le même temps, le P.C.I. fait des efforts considérables pour se donner une orientation concrète, (cette activité devait faire perdre au communisme italien des centaines de militants, arrêtés et emprisonnés par les autorités fascistes). Dans la phase suivante, qui correspond au passage du Komintern de la politique de la « troisième période » à celle du front populaire, la direction du P.C.I. inverse sa position primitive et place à l'extérieur de l'Italie,

dans l'émigration, le poids principal de son action politique : le P.C.I. se préoccupe surtout d'organiser les éléments antifascistes italiens qui se trouvent en France, dans les deux Amériques, en Afrique septentrionale française, pendant que l'activité clandestine proprement dite est abandonnée ou subordonnée à cette action. Dès lors, le P.C.I. cesse d'être un parti clandestin, dont la tâche principale était d'organiser et de diriger la lutte antifasciste à l'intérieur du pays, pour se transformer en un parti semi-légal d'émigrants qui ne gardent qu'un contact périodique avec les chefs militants, qui continuent l'action politique en Italie.

Cette décision de la direction du P.C.I., de placer sur l'émigration le poids principal de l'action du parti, s'explique par des raisons de force majeure, liées surtout à la folle politique de la « troisième période », qui a représenté pour le communisme italien la perte de presque tous ses meilleurs cadres précipités dans une aventure sans issue. Le déclenchement de la guerre civile espagnole, qui absorba l'énergie de centaines de communistes italiens, le renforcement continu du régime fasciste par ses conquêtes africaines, accentuèrent ces difficultés de telle sorte qu'entre 1936 et 1938, l'activité communiste italienne s'éteignit presque complètement. Devant une telle situation, les dirigeants du Komintern ne ménagèrent pas les critiques et reprochèrent aux dirigeants du P.C.I. leur incapacité d'assurer une reprise de l'action clandestine en Italie. Ainsi, au XVIII^e Congrès du parti bolchévique, tenu à Moscou au mois de mars 1939, le secrétaire de l'Internationale communiste Manouïlsky, ajouta ses critiques à celles déjà formulées au cours des années précédentes par Dimitrov et Florin : « Il faut insister sur la grande faiblesse du parti communiste italien, qui, au cours des longues années de dictature fasciste, n'a été capable ni de former une puissante organisation illégale, ni de poursuivre une activité sérieuse dans les organisations syndicales et dans les autres organisations de masses fascistes. »

La sévère critique de Manouïlsky — dont le mécontentement était partagé par Staline — et la continuelle aggravation de la situation internationale qui laissait prévoir le déclenchement d'une guerre mondiale à brève échéance, amenèrent Togliatti, de retour d'Espagne — à étudier un plan pour rendre la vie à ce mouvement

clandestin, qui, après l'arrestation de *Luigi Frausin* et de *Giancarlo Pajetta* allait en s'éteignant. Les 11, 12 et 13 août 1939 eut lieu à Paris une conférence de communistes italiens avec la participation de quelques militants venus spécialement de Milan et de Turin. La direction du P.C.I. ne se doutait certes pas de ce qui se préparait à Moscou ; elle continuait donc à élaborer sa propre tactique conformément aux directives reçues, c'est-à-dire en prévoyant d'opposer à toute nouvelle agression allemande la plus farouche résistance armée. Huit jours seulement avant l'annonce du pacte germano-soviétique, *Togliatti*, alors membre du secrétariat du Komintern, proposait à la conférence une motion qui affirmait la nécessité absolue de « reconstituer à l'intérieur du pays un centre du parti » ; la perspective, (à l'époque elle semblait vraisemblable) d'une lutte décisive entre les puissances fascistes et l'Union soviétique, exigeait impérieusement que le P.C.I. manifestât en Italie comme ailleurs sa présence et son activité.

Le pacte germano-soviétique

A la veille du 21 août 1939, l'activité des communistes italiens était concentrée presque exclusivement en France, en Afrique septentrionale française et aux Etats-Unis. En France, le P.C.I. dirigeait l'*Union populaire italienne*, qui comptait au début de 1939, 45.000 membres inscrits. Subventionné par l'U.P.I., il publiait à Paris un quotidien, *La voix des Italiens*, dirigé par le beau-frère de *Togliatti*, *Mario Montagnana*, cependant qu'à Tunis paraissait un second quotidien de langue italienne, *Le Journal de Tunisie*, dirigé par *Giorgio Amendola*. Le tirage de ces deux quotidiens oscillait entre 20 et 35.000 exemplaires, mais si l'on considère que ces chiffres s'appliquaient à une communauté de travailleurs émigrés, on voit que le P.C.I. — organisme presque inexistant en Italie — jouait en France dans une certaine mesure le rôle d'un parti de masses.

Le 20 août, *La voix des Italiens*, insistait, comme d'habitude, sur la nécessité d'arrêter Hitler en lui opposant une coalition des démocraties occidentales et de l'U.R.S.S. : « *La paix ne peut être sauvée que par l'union ferme, énergique, intransigeante des grandes démocraties avec la puissante Union soviétique. Il importe en l'occurrence, que la France et l'Angleterre se préparent à signer le pacte avec l'U.R.S.S. sans plus insister sur des objections qui ont jusqu'à présent retardé la conclusion* ».

Le 23 août, *La voix des Italiens*, faisant preuve d'une désinvolture remarquable, renversait cette thèse et présentait à ses lecteurs le Pacte germano-soviétique comme une importante contribution à la paix : « *Le pacte de non-agression germano-soviétique représente une indubitable contribution au raffermissement de la paix. L'accord anglo-franco-soviétique, qui reste la pierre angulaire du Front de la Paix, le complètera merveilleusement. Il dépend cependant de la France et de l'Angleterre de renforcer, par leur adhésion énergique et intelligente, la politique de paix de l'Union soviétique* »...

Dans son numéro du 24 août, *La voix des Italiens* continuait à présenter le pacte entre Hitler et Staline comme une contribution décisive à la cause de la paix : « *Tout le monde sait que le pacte germano-soviétique aura comme unique conséquence le raffermissement de la paix. Tout le monde sait que ce pacte ne privera aucun peuple du droit de disposer de son propre sort. La confusion qui règne parmi les alliés du fascisme hitlérien, est suffisante pour démontrer que*

l'U.R.S.S. rend un grand service à la cause de la paix. »

Deux jours après, le 26 août, par ordre du ministre de l'Intérieur français, *La voix des Italiens* disparaissait étant « *dangereuse pour l'ordre public et l'intérêt national* ». Quelques jours plus tard, *Togliatti*, *Longo* et autres dirigeants du communisme italien, étaient arrêtés, pendant que le début des hostilités à la frontière polonaise, semait la confusion parmi ceux qui se trouvaient encore en liberté. En attendant que Moscou ait fixé une nouvelle ligne politique qui tint compte des gigantesques événements survenus à la fin du mois d'août, les communistes italiens de France, eux aussi — privés maintenant d'un organe de presse — s'installaient dans une attente qui devait se prolonger jusqu'au mois de septembre.

L'impératif du moment — la lutte contre la guerre impérialiste et surtout contre l'élément le plus « *belliciste* » représenté par la coalition franco-anglaise — fait tout de suite sentir ses effets sur les communistes italiens, si bien que dans leurs premières manifestations publiques, on s'aperçoit de l'effort qu'ils font pour dissimuler leur attitude pro-nazie. Ainsi, un manifeste du Comité central du P.C.I. daté du 10 octobre 1939, affirmait : « *les classes dirigeantes d'Angleterre, de France et d'Allemagne mènent le combat pour la domination mondiale* » et « *la bourgeoisie italienne attend le moment propice pour se ruer sur les vaincus et emporter sa part du butin* ». Ces affirmations qui semblaient vouloir faire la preuve de l'impartialité révolutionnaire des communistes italiens, n'étaient pourtant qu'une manifestation purement formelle et isolée, sans aucun effet sur l'action politique ; en réalité l'action concrète poursuivie par le P.C.I. entre l'automne de 1939 et le printemps de 1941, devait être — basée sur la conception qu'avait *Dimitrov* de l'agressivité des impérialistes franco-anglais — d'une toute autre nature.

Aux Etats-Unis, plus que dans d'autres pays, la coordination virtuelle de l'action des communistes italiens avec celle des agents hitlériens, apparut nettement en certaines circonstances. A cette époque, paraissaient à New York les seuls organes de presse que le P.C.I. continuât à publier en Occident — la revue théorique *Stato Operaio* (L'Etat ouvrier), et l'hebdomadaire *l'Italia del Popolo*, (L'Italie du peuple) — pendant qu'en France l'activité communiste était réduite à la clandestinité. Ainsi, dans un éditorial de *Stato Operaio* du mois de mai 1940, consacré à l'imminente entrée en guerre de l'Italie aux côtés de l'Allemagne, était exprimée une opinion qui avait peu de points communs avec la thèse exposée par le manifeste du Comité central du P.C.I. sur la « *bourgeoisie italienne qui attend le moment propice pour se ruer sur les vaincus et emporter sa part du butin* », mais qui n'avait pas non plus grand chose de commun avec la singulière déclaration de *Dimitrov* sur les « *impérialistes anglais et français qui agissaient comme les plus zélés partisans de la continuation et de l'élargissement ultérieur de la guerre* » : certes, l'agressivité de l'impérialisme italien n'était pas le seul facteur capable de déterminer l'orientation actuelle du gouvernement de *Mussolini*, car il y avait un autre élément déterminant dans les plans incendiaires de l'Angleterre qui poussait par tous les moyens à l'extension de la guerre et particulièrement dans la Méditerranée orientale, le point périphérique faible de l'« empire » italien. L'impérialisme italien se sentait menacé par la politique actuelle de l'Angleterre et de la France ; les traités conclus par ces pays avec la Turquie préoccupaient

l'impérialisme italien et pouvaient l'influencer dans ses décisions. Les plans diplomatiques et les plans militaires de l'Angleterre et de la France concordait parfaitement en ce moment. Mais l'Italie considérait qu'elle devait garder les yeux ouverts pour empêcher l'accomplissement de ces plans à ses propres frontières.

Presque simultanément avec cet éditorial du *Stato Operaio*, *L'Italia del Popolo* commençait, au sein de la communauté locale italienne, une très violente campagne contre l'administration de Roosevelt qu'il accusait de violer « la neutralité américaine en faveur de la France et de l'Angleterre ». Le 18 mai 1940, cet hebdomadaire écrivait : « Les italo-américains progressistes doivent être les premiers à protester contre la nouvelle demande de fonds exigés par Roosevelt dans le but de préparer l'intervention américaine ».

A cette époque, Hitler mettait à la disposition de ses agents américains des dizaines de millions de dollars pour que ceux-ci organisent, d'une manière efficace, et persuasive une propagande synthétisée par la formule : « L'Amérique reste en dehors de la guerre ». Dans la mesure de ses possibilités, le P.C.I. apportait sa contribution à cette campagne des nazis américains, diffusant au sein de la nombreuse collectivité italienne le mot d'ordre neutraliste et d'hostilité à la guerre antifasciste des démocraties.

« Il est indispensable d'organiser l'unité de tous les Italiens d'Amérique pour tenir le pays à l'écart de la guerre », écrivait le 1^{er} juin 1940 *L'Italia del Popolo*. Cette phrase résumait très bien l'action des communistes italiens qui opéraient aux Etats-Unis et elle paraphrasait en l'atténuant le langage marxiste et le slogan diffusés à cette époque par l'*America first Committee*; cette attitude ne devait être modifiée que lorsque Hitler déclencha son attaque destructive contre l'Union soviétique.

Une vérité cuisante

Une vérité cuisante que Togliatti ne peut entendre sans perdre le contrôle de ses nerfs, est que le P.C.I. renonça au moment du pacte germano-soviétique — à toute tentative pour réaliser ce « centre intérieur du parti » qui avait été préconisé à la conférence d'organisation de Paris au mois d'août 1939. Cependant Togliatti est parvenu à falsifier les dates et les faits les plus notoires, pour faire croire à ses fidèles les plus naïfs que l'activité antifasciste des communistes italiens n'attendit pas le 22 juin 1941 pour se manifester. Ainsi il a affirmé que, dès le début de cette année-là, la direction du P.C.I. envoya *Rigoletto Martini* en Italie, en lui confiant la mission de réorganiser les forces clandestines communistes. Cependant, il est établi que Martini ne

pénétra en Italie qu'au mois d'août, c'est-à-dire au moment où l'armée allemande avait déjà brisé la première ligne de défense soviétique.

La polémique obstinée que soutient Togliatti lorsqu'il s'agit de nier cette vérité et d'autres encore, reflète un calcul politique dont il n'est pas nécessaire de souligner l'importance : brouiller les opinions sur le véritable comportement des communistes italiens à l'époque de l'idylle entre Hitler et Staline. Togliatti se retranche ainsi derrière la thèse officielle qui avait cours à cette époque et selon laquelle il fallait « transformer la guerre impérialiste en guerre civile ». Il explique abondamment que l'important n'est pas de justifier dans l'abstrait un mot d'ordre, mais de le juger dans son application tactique, et politique, en fonction des résultats concrets obtenus. Or, l'activité du P.C.I. eut des conséquences favorables au bloc national-socialiste-fasciste car le parti communiste italien employa tous les moyens possibles pour propager le défaitisme au sein des collectivités italiennes de France et des Etats-Unis et négligea l'activité clandestine en Italie.

Il a fallu l'agression allemande du 22 juin 1941, pour persuader la direction moscovite du P.C.I. — (Togliatti, Grieco, d'Onofrio) — d'envoyer *Umberto Massola* en Italie avec la tâche de reconstruire, après huit années, le centre interne du parti ; ce fait est établi par les documents officiels du VII^e congrès tenu en avril 1951; parmi les biographies des élus au Comité central, on peut lire dans celle de *Umberto Massola* : « Je suis rentré en Italie en août 1941 et j'ai jeté les premières bases de la réorganisation de notre mouvement, en constituant un appareil clandestin intérieur. Dès cet instant a commencé la reprise, de l'activité organisée de notre parti, avec un organisme de direction à l'intérieur du pays. »

Le seul argument que les communistes italiens peuvent avancer pour justifier leur totale inactivité en Italie entre septembre 1939 et juin 1941, est la répression fasciste qui a rendu impossible une activité clandestine organisée. Or, si cette raison peut valoir pour les derniers mois de l'année 1939 et encore pour toute l'année 1940, il faut l'exclure complètement pour les premiers mois de l'année 1941. Dès cette époque, la situation objective prenait une tournure favorable à la reconstitution du mouvement politique antifasciste, et en fait, quand celui-ci reprit dans la seconde moitié de l'année sous l'impulsion de *Massola*, il donna aussitôt des résultats excellents. Mais les dirigeants du P.C.I. pourraient-ils avouer qu'ils ont attendu la rupture entre Hitler et Staline pour commencer une action organisée, dans le sens antifasciste, à l'intérieur de l'Italie fasciste ? C'est ainsi que s'explique l'attitude polémique de Palmiro Togliatti.

Quand les communistes réécrivent l'histoire

L'U.R.S.S. et la Finlande en 1939

Ce n'est pas par hasard que MM. C. et G. Willard tentent dans la revue communiste *La Pensée* (n° 54 de mars-avril 1954) de justifier la politique soviétique à l'égard de la Finlande et des Etats Baltes en 1939-1940. Quinze ans ont passé depuis cette époque, et il est hors de doute que

les communistes entendent aujourd'hui profiter de l'oubli pour accréditer définitivement leur version de l'agression soviétique contre la Finlande et de l'occupation des Etats baltes par l'armée rouge. Ils ont déjà commencé en un ouvrage de MM. Bouvier et Gacon intitulé « La vérité

sur 1939 » (1). L'étude de MM. C. et G. Willard n'est que la suite de cette entreprise.

L'intention des auteurs est de montrer que la Finlande et les Etats Baltes avaient fait l'objet, entre les deux guerres, d'une intense pénétration allemande, et même nationale-socialiste ; que ces pays, dans l'intention de Berlin, devaient servir de tremplin à une agression allemande contre l'U.R.S.S., et que partant, l'annexion préventive des Etats Baltes et d'une partie de la Finlande à l'Union soviétique était non seulement justifiée, mais parfaitement légitime. A l'appui de cette thèse, les auteurs citent des documents de sources très diverses — mémoires d'hommes politiques ou de journalistes, documents diplomatiques. Il est regrettable que parmi ces documents et mémoires, MM. C. et G. Willard n'aient guère retenu que le livre d'un certain Gregory Meiksin paru à New-York en 1943, (remarquez la date !) et quelques écrits du Comte Ciano, de Paul Reynaud, de H. de Kérillis et du Général Gamelin. Car s'ils avaient pris la précaution de lire sur ces événements les mémoires d'hommes qui à des titres divers ont joué un rôle plus ou moins important lors de ces événements, entre autres les Mémoires du Maréchal Mannerheim et celles de Vaino Tanner (2), ils auraient pu se rendre compte que leur version n'a aucune chance d'être retenue par les historiens. Ils se seraient en outre épargnés le ridicule d'un travail si facilement réfutable, la honte d'inexactitudes si grossières, et surtout, le déshonneur d'attaques purement gratuites contre des hommes politiques finlandais et baltes qui ne peuvent aujourd'hui, pour des raisons faciles à comprendre, se défendre comme ils le feraient en temps normal.

Pénétration allemande et nationale-socialiste en Finlande et dans les Etats Baltes ? On manque d'éléments d'appréciation pour ces derniers, dont on est aujourd'hui complètement coupé, mais pour la Finlande, il s'agit d'une pure invention. La pauvreté des arguments avancés par MM. C. et G. Willard est à cet égard significative: ils parlent de gardes blancs finlandais incorporés dans l'armée allemande pendant la guerre d'intervention en 1918. C'est le contraire qui se produisit : le petit corps expéditionnaire allemand de von Goltz, envoyé en Finlande sur la demande expresse du gouvernement finlandais pour aider Mannerheim à chasser les troupes russes, passa dès son arrivée sous les ordres du commandement finlandais. MM. C. et G. Willard s'insurgent de la visite de la flotte allemande dans les ports finlandais en août 1938 et ils y voient une preuve de cette pénétration. Mais à l'heure où nous écrivons ces lignes, la flotte rouge visite Stockholm. Faut-il conclure à une pénétration soviétique en Suède ?

Nos auteurs mentionnent l'aide allemande dans la construction de la ligne de défenses Mannerheim. A qui donc les Finlandais, qui n'avaient pas d'armée avant 1918, devaient-ils donc demander conseil pour édifier leurs fortifications? Aux Russes peut-être, pour qu'ils puissent les franchir plus aisément le moment venu ?

Les arguments relatifs à une prétendue pénétration nationale-socialiste sont encore plus inconsistants. Selon nos auteurs, les fascistes du

mouvement Lapua... établissent un gouvernement de terreur pour étouffer le mouvement démocratique. Même quand sous la pression des masses populaires, les ligues fascistes sont dissoutes, leur dissolution reste purement nominale (p. 32, 1. 2-7).

On nous permettra d'insister sur ce point car il est d'ordinaire très peu connu. Les communistes finlandais étaient en 1928-1929 en pleine progression. Croyant venu le moment de la révolution mondiale, ils faisaient déjà régner, notamment sur les lieux de travail et dans les campagnes, une véritable terreur. Le sang coula à maintes reprises. Le gouvernement était impuissant à maintenir l'ordre. Alors un mouvement populaire prit naissance, surtout dans les milieux paysans, pour répondre à la terreur communiste. Ce que voyant, le gouvernement finlandais, dirigé par Kallio puis par Svinhufvud, commença contre les communistes une vigoureuse répression, qui se concrétisa par le vote de la Chambre de douze textes législatifs anticommunistes (1930) (3). Jusqu'ici le gouvernement n'avait fait que combattre l'un des périls menaçant la démocratie finlandaise. L'autre, constitué par le mouvement Lapua (Lappo en suédois) déclina de lui-même. Mais comme certains de ses éléments avaient créé l'I.K.L., parti de tendance nettement nationale-socialiste, le gouvernement sévit également de ce côté : il alla même jusqu'à appliquer aux fascistes (pour employer la terminologie de nos auteurs) une loi qui avait été votée spécialement contre les communistes, la loi dite loi sur la protection de la République. C'est du reste la seule fois où cette loi fut appliquée. Dira-t-on encore que le gouvernement finlandais, après 1930, était entièrement soumis aux fascistes ? Les pourcentages électoraux à partir de 1930 (après l'interdiction du parti communiste) montrent bien l'importance réelle des fascistes dans la vie politique du pays.

	1930	1933	1936	1939
I.K.L. (« fascistes »).....	—	—	8,3	6,6
Conservateurs	18,1	16,9	10,4	13,6
Agrariens.....	27,3	22,6	22,4	22,9
Libéraux suédois	10,	10,4	11,2	9,6
Libéraux finnois	5,8	7,4	6,3	4,8
Sociaux-démocrates	34,2	37,3	38,5	39,8

Mais qu'importent ces faits précis ! Ils n'empêchent nullement nos auteurs d'affirmer: *la Finlande n'a donc, en 1939, de la démocratie que l'apparence et le nom* (p. 32, 1. 9). Comme ils sentent tout de même qu'il est abusif de qualifier de fasciste un régime où les sociaux-démocrates obtiennent près de 40 % des suffrages électoraux, nos auteurs dénigrent systématiquement la social-démocratie finlandaise, et ses chefs : *Tanner par exemple, qui, premier ministre en 1927, préside une manifestation destinée à commémorer la défaite du gouvernement socialiste de 1918* ! (p. 32, 1. 11-13).

Mais la défaite du gouvernement socialiste de 1918 n'est autre que le jour où le dernier soldat russe repassa la frontière, emmenant avec lui les membres du gouvernement insurrectionnel de 1918. On peut penser ce qu'on veut de ce gouvernement, qui ne se maintenait que par les baïonnettes russes, mais on n'a pas le droit d'insinuer, comme le font nos auteurs à plusieurs reprises, qu'il était celui de la social-démocratie finlan-

(3) Voir B.E.I.P.I., n° 96 : *Quand la démocratie finlandaise se défendait par la loi contre le communisme.*

(1) Editions Sociales, Paris 1953. Cet ouvrage a fait l'objet d'une minutieuse réfutation de M. A. Rossi dans la revue *Preuves*. Voir également B.E.I.P.I., n° 105.

(2) Le B.E.I.P.I. a publié dans son n° 87 la seule analyse détaillée en langue française de l'ouvrage capital de M Vaino Tanner, intitulé, dans sa version suédoise, *Finlands Väg 1939-1940* (Bonniers Forlag, Stockholm 1950). Les Mémoires du Maréchal Mannerheim ont paru chez Hachette en 1952, avec une préface du général Weygand.

daise. Ses membres en émanaient certes, mais ils n'en représentaient que la minorité extrémiste de gauche, que désavoua dès l'insurrection le gros du parti. Et ce *Tanner*, objet du mépris de nos auteurs, fut de 1920 à 1944 (et est redevenu, depuis qu'il a purgé la peine de prison à laquelle les Russes exigèrent en 1944 qu'il fût condamné) le chef incontesté *mais démocratiquement élu* du parti social-démocrate finlandais. Que MM. C. et G. Willard le qualifient *de droite* ne change rien à l'affaire.

Voilà pour la pénétration allemande et nationale-socialiste en Finlande.

Il y avait quelque difficulté à affirmer que la Finlande, même *germanisée*, même *fascisée*, avait été l'agresseur en 1939. A l'époque, comme prétexte, le gouvernement soviétique avait bien fait état, sans en apporter la moindre preuve, de sept coups de canon tirés des lignes finlandaises par-dessus la frontière soviétique. Mais envahit-on subitement un pays voisin pour sept coups de canon, du reste contestés ? On croyait donc le prétexte sombré dans l'oubli. Erreur ! Nos auteurs le ressortent, après avoir mentionné le refus opposé par le gouvernement finlandais aux exigences soviétiques concernant un recul de la frontière finlandaise : *Non seulement son intransigeance fait échouer les négociations, mais il (le gouvernement finlandais) multiplie les provocations, allant jusqu'à canonner les troupes soviétiques au-delà de la frontière* (p. 39, 1. 17-19).

Encore une fois, bien que nous ayons notre opinion à ce sujet, nul ne sait si la canonnade eut lieu, ni comment, car les Russes refusèrent la création d'une commission d'enquête demandée par les Finlandais. Constatons que MM. C. et G. Willard, pas plus que les Russes en 1939, n'apportent la moindre preuve. Mais ce qui est sûr, c'est que ce n'est pas l'intransigeance du gouvernement finlandais qui fit échouer les négociations (il accepta même un certain recul de la frontière), mais celle des Russes : ils exigeaient ni plus ni moins, l'annexion de tout le territoire sur lequel s'édifiaient les fortifications finlandaises dans l'Isthme de Carélie notamment. Autrement dit, la frontière eût été ouverte à l'armée rouge. Qui l'eût alors empêchée alors de venir s'installer au cœur de la Finlande, comme elle venait de s'installer dans les Pays Baltes voisins, sous prétexte de les protéger contre une éventuelle attaque allemande ? C'est justement parce qu'il venait d'avoir sous les yeux l'exemple des Pays Baltes que le gouvernement finlandais n'accéda pas à la totalité des demandes soviétiques.

Mais qu'importe à MM. C. et G. Willard ! Pour eux, non seulement le gouvernement finlandais *fasciste* était intransigeant, mais il multipliait les provocations. L'U.R.S.S. était donc en état de légitime défense.

Nous rappelons aux membres de notre Association en retard dans le paiement de leur cotisation qu'elle est fixée à 2.000 francs (6 mois), 4.000 francs (12 mois). En ce qui concerne les membres à l'étranger, la cotisation est fixée à 5.000 francs (12 mois) et à 6.000 francs si ces membres désirent recevoir le Bulletin par avion. Versement au compte chèque postal de l'Association, Paris 7241-06, ou règlement par chèque bancaire à l'ordre de l'Association.

Il y a malheureusement pour nos auteurs un fait qu'ils passent sous silence, mais qui n'en est pas moins réel, un fait primordial dans cette affaire, un fait qui donne tout son sens à l'intervention de l'armée rouge (4). Celle-ci eut lieu le 30 novembre au matin. *Mais dès le lendemain 1^{er} décembre*, la *Pravda* annonçait la constitution d'un *gouvernement populaire de la République Démocratique de Finlande*. Le 2, elle précisait que ce gouvernement était présidé par le communiste *O. V. Kuusinen* — celui-là même qui avait été l'âme de l'insurrection de 1918 et qui depuis vivait en U.R.S.S., et avait acquis la *nationalité soviétique*. La *Pravda* ajoutait que ce gouvernement était déjà en fonction dans le premier village conquis en Finlande par l'armée rouge, *Terijoki*. Le 3, le journal soviétique informait ses lecteurs que Kuusinen était venu à Moscou signer un *traité d'amitié et d'assistance mutuelle* entre son gouvernement et celui de l'U.R.S.S. : *Les instruments de ratification de ce traité seront échangés le plus tôt possible dans la capitale de la Finlande, Helsinki*. Et par la suite, l'U.R.S.S. ne cessera d'affirmer que le gouvernement Kuusinen est le seul qu'elle reconnaisse pour la Finlande. Molotov le mentionna dans une note adressée au secrétaire de la S.D.N.

Ce gouvernement Kuusinen, invoqué avec éclat par la propagande soviétique et communiste du monde entier en 1939, MM. C. et G. Willard diront-ils qu'ils l'ont ignoré ? Nous ne pouvons le croire, et force nous est bien de conclure au *mensonge par omission*.

Nos auteurs sentent bien que leur thèse sur la responsabilité de la Finlande dans le déclenchement du conflit est des plus fragiles. Et présenter le gouvernement finlandais comme *fasciste* contre toute vérité, n'est-ce pas déjà en partie, de leur point de vue, tenter d'*excuser* l'action soviétique ? Nos auteurs ne peuvent pas du reste ôter toute responsabilité aux dirigeants soviétiques, ainsi qu'il apparaît à leur façon de présenter l'événement : *Aussi, le chef du gouvernement soviétique Molotov... annonce que l'armée rouge a reçu l'ordre de mettre fin aux entreprises de la clique militaire finlandaise* (p. 39, 1. 20-22). En d'autres termes, c'est Moscou qui prit l'initiative. Mais alors, pourquoi nous avoir dit le contraire plus haut ?

Toute la fin de leur article est bâclée. Elle donne une impression de précipitation et d'extrême nervosité, à coup sûr peu propices à la recherche historique. Sans doute faut-il attribuer à cette précipitation le fait que les *erreurs* n'y sont plus enrobées d'une apparence de vraisemblance, et se multiplient démesurément. Par exemple, alors qu'il est aujourd'hui définitivement établi que Berlin, non seulement n'aida pas la Finlande par fidélité au pacte d'amitié germano-soviétique, mais *interdit le survol du territoire allemand aux avions envoyés par l'Italie à la Finlande*, pour MM. C. et G. Willard au contraire, *Il (le gouvernement allemand) permit aux avions italiens destinés à la Finlande de passer au-dessus de l'Allemagne* (p. 40, 1. 12). Devant une telle affirmation, il est évident qu'on ne peut rien dire, si ce n'est crier au pur mensonge.

Il est vrai que quelques lignes plus haut on avait ce jugement sur le grand savant et écrivain suédois *Sven Hedin*, qui comptait Hitler parmi ses amis : *Sven Hedin, aventurier suédois, explorateur au Tibet, espion nazi et conseiller personnel de Hitler*. Car pour MM. C. et G. Willard, étant ami de Hitler, on est forcément un espion nazi, et si l'on est en outre explorateur, on ne peut être qu'un aventurier. Belle leçon de critique historique !

(4) Voir B.E.I.P.I., n° 81 : *La République de Terijoki*.

C'est ainsi qu'est présentée la thèse communiste sur les événements de Finlande en 1939. Nous avons relevé les erreurs les plus évidentes, mais puisque MM. C. et G. Willard nous en offrent l'occasion, rappelons brièvement la vérité sur l'agression soviétique. Moscou accorda bien l'indépendance à la Finlande en 1917, mais Staline selon la version soviétique elle-même, *appelant les ouvriers de Finlande à suivre l'exemple des ouvriers russes, leur promettait l'aide fraternelle de la République des Soviets* (5). Autrement dit, la Finlande recevait bien son indépendance, mais elle devait en contre-partie devenir une république soviétique. L'affaire ayant échoué, en

(5) Extrait de l'*Histoire de l'U.R.S.S.*, troisième partie, publiée en français sous la direction du professeur A. Pankratova, à Moscou (Editions en langues étrangères) en 1948, p. 208.

partie grâce à l'intervention allemande, le gouvernement attendit une autre occasion. Celle-ci se présenta 22 ans plus tard, alors que l'Allemagne et les Alliés, neutralisés par la guerre qu'ils se faisaient, ne pouvaient intervenir et que, par le pacte germano-soviétique, Hitler semblait avoir consenti à se désintéresser de ce qui se passait à l'Est d'une certaine ligne qui coupait en deux la Pologne. Et si l'affaire échoua de nouveau, ce fut surtout en raison de la résistance héroïque opposée par le vaillant petit peuple finlandais, résistance qui fit craindre aux dirigeants soviétiques des complications internationales.

Cette version est sans doute fort éloignée de celle de MM. C. et G. Willard. Elle a du moins le mérite d'expliquer tous les détails de l'agression — y compris la création du gouvernement *Kuusinien* — et MM. C. et G. Willard nous permettent de nous y tenir.

LE COMMUNISME DANS LE MONDE SOVIÉTISÉ

La nouvelle politique économique en Hongrie

PARMI toutes les démocraties populaires, la Hongrie fut celle où la construction du socialisme était le plus avancé au milieu de l'année dernière. Après l'instauration d'une nouvelle politique économique dans ces pays, en été 1953, c'est également en Hongrie que le revirement fut le plus radical ; c'est là que les dirigeants montrent le plus d'empressement à corriger les fautes et les erreurs qui étaient les succès et les vertus d'hier. Ainsi l'étude des premiers résultats de la nouvelle politique économique hongroise présente un intérêt tout particulier.

Modification des plans

Le but de cette nouvelle politique économique est connu : relèvement du niveau de vie de la population en général et spécialement celui des

ouvriers industriels, par l'augmentation de la production agricole et de la production des biens de consommation allant de pair avec le ralentissement de la production de l'industrie lourde et celui de la collectivisation forcée de l'agriculture. Conformément à ces principes les plans économiques furent révisés.

Le premier tableau montre la modification de la répartition des investissements entre l'industrie et l'agriculture d'une part et d'autre part entre l'industrie lourde et l'industrie légère. Le total des investissements a été réduit en 1953 de près de trois milliards. C'est seulement les investissements de l'industrie lourde qui subissent une réduction assez importante, tandis que les sommes allouées à l'agriculture et à l'augmentation du bien-être général ne furent pas sensiblement modifiées, mais leur pourcentage s'est accru en raison de la diminution de la somme totale.

I. — La révision du plan d'investissement en 1953 et 1954

	1953				Plan	
	Plan Originel		Réalisation (plan modifié)		Plan	
	En milliards de florins	En % du total	En milliards de florins	En % du total	En milliards de florins	En % du total
Total	<u>19.019</u>		<u>16.3</u>		<u>14.0</u>	
Industrie totale	8,95*	47*	7,62*	45,4*	4,57*	32,6*
lourde	8,24	<u>43,3</u>	6,73	<u>41,3</u>		
légère	0,70	<u>3,7*</u>	0,89*	<u>4,1*</u>		
Agriculture	<u>2,70</u>	14,2	1,96	<u>12,0</u>	3,36	<u>24,0</u>
Investissements culturels et sociaux; santé publique	1,16	<u>6,1</u>	1,57	<u>9,6</u>	1,82	<u>13,0</u>

Chiffres soulignés : publication officielle.

Autres chiffres : calculés à l'aide des chiffres officiels.

* Calcul approximatif.

Le deuxième tableau montre la modification des objectifs de la production industrielle. Les chiffres indiquant les réalisations en 1953 sont comparés avec les prévisions du plan annuel ori-

ginal, tandis que les projets pour 1954 peuvent être comparés avec les prévisions du plan quinquennal élevé (Loi n° II-1951) pour 1954, dernière année de ce plan.

II. — La production industrielle

	1953			1954	
	Unité	Plan original (plan annuel)	Réalisation (plan modifié)	Plan modifié	Plan original (loi N° II-1951)
Total	Augmentation par rapport à l'année précédente (en %)	16	11.8	4.5	
Biens de production ...	Augmentation par rapport à l'année précédente (en %)	24	20	2	
	En % de la production industrielle	60	63	59	
Biens de consommation	Augmentation par rapport à l'année précédente (en %)	10.6	6.8	16	
	En % de la production industrielle	40	37	41	
Charbon	En 1000 tonnes	23.300	21.300	22.800	27.500
Acier brut	—	1.659	1.500		2.200
Acier laminé	—		840	890	
Fer brut	—	900	760		1.280
Énergie électrique	Kwh. (en milliards)	4.95	4.6	5.09	6.05
Pétrole brut	En 1000 tonnes	695	830		
Ciment	—		1.100		2.100
Postes de T.S.F.	Pièces		155.000	197.000	
Tissus de coton	En millions de m2		209	265	293
Chaussures en cuir	Millions de paires		8.4	10.2	
Engrais chimiques	En 1000 tonnes		220	330	
Tracteurs	Pièces			4.000	4.600

III. — Modification de l'allocation du revenu national

	Réalisation en 1953	Plan pour 1954
Augmentation par rapport à l'année précédente (en %).	12	3-4
Répartition (en % du total)		
Investissement en capital fixe :	25	18
Consommation { publique .	17	12
{ privée	58	70
d° Totale	75	82

Le 3^e tableau ci-dessus indique qu'en 1954 la part de la consommation privée doit s'élever à 70 % du revenu national contre 58 en 1953.

Pour l'agriculture l'ancien plan ne fut pas modifié, mais abandonné complètement, et il fut remplacé par un plan triennal pour le développement de l'agriculture portant sur les années 1954-1956. Ce plan prévoit l'investissement de 12,5 milliards de florins dans l'agriculture (donc, deux fois et demi plus qu'au cours des trois premières années du plan quinquennal), le développement de la culture des céréales et des plantes sarclées au détriment des plantes industrielles. Le

développement du cheptel dont l'importance n'a pu encore atteindre son niveau d'avant-guerre, sera particulièrement favorisé.

Ces projets ainsi que certaines promesses ont donné lieu à bien des spéculations optimistes. On a été tenté de croire que la Hongrie est en train de se démocratiser et de se transformer en une sorte de Welfare State oriental. Or, l'examen approfondi des réalisations de la nouvelle politique économique durant les dix derniers mois, ainsi qu'une analyse serrée des commentaires officiels nous révèlent l'erreur de ces spéculations : ni la théorie, ni la pratique ne justifient en effet un tel optimisme.

Industrie

Dans l'industrie, le changement a apporté plus de désarroi que de résultats positifs. Dans ce domaine, directeurs et hommes de confiance voulaient appliquer à la lettre les consignes du Comité central du Parti qui disaient que dorénavant même les usines de l'industrie lourde devaient fabriquer certains articles de consommation. Faute de directives détaillées ce furent eux-mêmes qui choisirent l'article que l'usine ou l'atelier produirait. C'est ainsi que les journaux annonçèrent fièrement que telle fabrique de wagons fabriquait des grilles de cheminées, des fers à repasser, des haches et des piques ; qu'une

usine de machines-outils commencerait la fabrication des passoires à tomates ; une usine de construction mécanique des pelles et des luges, tandis qu'une fabrique d'instruments chirurgicaux jettera sur le marché des ciseaux à ongles, des sonnettes et des anneaux pour le nez des taureaux.

Mais bientôt le manque de plan et de coordination se fit sentir. C'est l'affaire des hachoirs à viande qui illustre le mieux la confusion qui en résulta.

Dans un atelier de l'usine de locomotives MAVAG à Diosgyor, les ouvriers décidèrent la fabrication de hachoirs à viande — ou plus exactement la partie inférieure de ces hachoirs. Ce n'est qu'après avoir fabriqué plusieurs milliers de demi-hachoirs, que ces braves ouvriers s'aperçurent qu'il n'existait aucune autre usine, aucun autre atelier dans le pays pour fabriquer la partie supérieure. Et même si une telle usine avait existé, cela n'aurait servi à rien : une importante faute de fabrication rendit toute la série inutilisable et démontra du même coup qu'un ingénieur qui est capable de construire des magnifiques locomotives n'est pas forcément un expert en matière de hachoirs.

D'autres faits déconcertants furent signalés. Aux ouvriers de l'entreprise mécanique de Szeged par exemple, qui commencèrent avec zèle la fabrication de 15.000 tourne à gauche (outil pour écarter les dents d'une scie) certains journaux malicieux firent remarquer que cette quantité couvrirait la demande en tourne à gauche pour exactement 327 ans et 3 mois. Toutefois, malgré de tels incidents, l'Office national de la planification annonça en janvier que le plan *modifié* de 1953 avait été réalisé dans l'industrie à 101,3 %.

On pourrait dire, avec une certaine bienveillance, que ce ne sont que des difficultés passagères limitées à la période de transition. Ceci est peut-être vrai : il reste toutefois deux faits essentiels :

Le premier est que le *ralentissement de la production de l'industrie lourde est plus apparent que réel*, et en dépit de la publicité faite autour de ce sujet, *l'industrie lourde reste la branche la plus favorisée de l'économie* : en 1953, la part des investissements dans l'industrie lourde par rapport au total des investissements était toujours de 41,3 % au lieu de 43,3 % originalement projetés ; dans le plan pour l'année 1954 le rapport entre la production des biens de production et celle des biens de consommation sera ramené à 59 % pour les premiers et 41 % pour les derniers (en pourcentage de la production globale de l'industrie) contre 63 % et 37 % en 1953. La diminution de la part de l'industrie lourde est donc peu importante.

L'autre fait est que même *ce recul léger de l'industrie lourde n'est que passager ; il est limité à 2 ou 3 ans*. « La décision du Comité central de notre Parti déclare », écrit Mihaly Farkas, ministre de la Défense nationale (Tarsadalmi Szemle, 1953, n° 12, p. 1193) « que le développement de l'agriculture sera la question clef de la construction du socialisme pour les 2 ou 3 années à venir. Pourquoi ? Parce que c'est le délai qui est nécessaire pour rattraper le retard et après, si cette tâche est réalisée avec succès (...) nous pourrions à nouveau développer, à une cadence accélérée l'industrie, et tout particulièrement l'industrie lourde qui nous fournit des moyens de production. »

Agriculture

Parmi les réformes de l'agriculture, celle qui donna le plus d'espoir aux paysans était la permission de sortir des coopératives, c'est-à-dire des kolkhozes. Le discours de Imre Nagy qui l'annonça fut suivi de véritables révoltes paysannes. En automne les écrivains hongrois furent envoyés à la campagne pour étudier l'effet du revirement dans les villages. Dans leurs nouvelles et leurs comptes rendus, ces écrivains suivent la nouvelle ligne des auto-critiques et firent preuve d'une remarquable franchise. Dans les passages suivants c'est à eux que nous laissons la parole. Leur description illustre mieux que tout autre commentaire, la situation dans la campagne hongroise en été et en automne dernier.

Le soir après le discours de Imre Nagy (1) :

« ... Du village voisin, des flammes surgirent et montrent que là, tout se passe de la même façon que chez nous. C'est une nuit infernale. On a l'impression qu'une révolution projetée de façon concentrée dans tout le pays s'est lancée à tuer, incendier, piller... » (Irodalmi Ujsag, 16 janvier 1954).

La situation à Sarszentmiklos :

« Le village a vécu dans un climat d'excitation. Les groupes se sont formés au coin des rues et devant le siège du conseil (2). Dans l'intérieur de la maison du conseil, le désarroi était complet... »

« En ce moment c'était déjà la quatrième coopérative qui annonçait sa propre dissolution... Il aurait fallu d'urgence labourer et semer, mais pas une seule charrette, pas un seul semoir n'est sorti du village. »

« — Où devons-nous semer ? demandèrent ceux qui quittaient les coopératives. Quelle est notre terre ? — Voilà ce qu'il faut d'abord éclaircir. »

« La confusion et l'incertitude durèrent plusieurs jours, et pendant ce temps le travail s'était arrêté. — Les uns partirent au hasard, cherchèrent leurs anciennes terres et commencèrent à travailler. Jozsef Lynd, qui était membre sortant de la coopérative « Alkotmany » a semé son blé dans les terres de la « Dozsa ». On reconduisit les bêtes à la maison, on pourchassait les porcs, et le soir les lumières des maisons restèrent longtemps allumées... » (Sandor Illés dans Magyar Nemzet, 12 novembre 1953).

D'autres écrivains nous donnent le récit saisissant des dissolutions des kolkhozes :

« ... Ce sont les membres de la coopérative « Kossuth » qui se réunissent. La situation est grave : la coopérative possède 613 arpents, mais sur un total de 96 membres, 51 veulent sortir. Le travail s'est arrêté, les paysans ne sèment pas, parce qu'ils ne veulent plus le faire en commun. Janos Kulicska, secrétaire du Parti prend la parole :

« — Moi aussi, je voulais sortir, mais j'ai changé d'avis. La voie du bien-être, c'est la coopérative... »

« Mais sa voix se perd dans une explosion de colère. Pourquoi ne pouvions-nous pas sarcler le maïs ? Pourquoi nous a-t-on forcés de semer 60 arpents de coton qui devait geler ? »

(1) Nous soulignons : toutes les citations sont extraites des publications communistes de Hongrie et sont dues à la plume d'écrivains lauréats du régime.

(2) Conseil local = Sovjet local.

« — Ce ne sera plus comme cela l'année prochaine, intervient le président.

« — Que tu sois mordu par le chien de Saint David, pourquoi était-ce ainsi l'an passé ?

« C'est une vieille femme qui le dit. Jusqu'à présent elle se tenait tranquille, les mains croisées. Son visage est allongé, ses yeux sont bleus...

« Minuit. La réunion est terminée ; dehors on se bat près de la porte...

« C'est la situation à Szentkiraly : haine noire et froide. » (Peter Ruffy, dans *Béke es Szabadsag*, 28 octobre 1953).

La coopérative « Tancsics » à Acsteszer :

« La coopérative s'est formée en septembre 1950 avec 28 membres sur 276 arpents. L'année suivante il n'y en avait plus que 13 et 133 arpents (...). En 1952, à l'époque du développement, elle s'est gonflée à 154 membres avec 1.301 arpents.

« Mlle Piroška, l'administrateur, nous révèle que ceci n'alla pas tout seul et de bon gré : les paysans moyens adhérèrent à la coopérative pour fuir le danger d'expulsion de leur maison et la « déportation ». On en subit le contrecoup depuis le discours de Imre Nagy : 122 membres sortent. Il n'en reste que 32 avec 339 arpents. »

(Suit la description de désordres semblables à ceux de Sarszentmiklos).

« Où est-ce que le mal avait commencé ? (...) Le président, l'ancien président... disent les hommes (...).

« — Pourquoi l'avez-vous donc élu ? demandai-je naïvement.

« Ils me lancent des sourires indulgents :

« — Personne ne l'avait élu, on l'a nommé d'en haut. » (Lajos Konya, dans *Csillag*, décembre 1953).

Devant de tels phénomènes, le gouvernement a jugé bon de recourir à la manière forte pour empêcher la désintégration complète de tout le système « coopératif ».

Les représentants locaux du Parti reçoivent l'ordre de lutter contre les « défaitistes » et les « intrigants » de stigmatiser les « traîtres de la cause coopérative ».

En même temps une série de décrets, dont nous parlerons plus loin, comble de faveurs les coopératives, tandis qu'un décret du ministre de l'agriculture (4 octobre 1953) pose des conditions draconiennes à la sortie et à la dissolution des coopératives. Selon ce décret, le sortant ne récupérera pas ses anciennes terres, mais il recevra la même étendue des « terres en réserve », terres qui ont été abandonnées par les koulaks et offertes aux coopératives, mais dont les coopératives ne voulaient pas à cause de leur mauvaise qualité. Quant à ses biens immobiliers apportés à l'entreprise, il ne s'en verra restituer que 65%, le reste devant être versé dans le fond de réserve de la coopérative. Par contre, il devra rembourser entièrement sa part des dettes aux coopératives — même si entre temps, ces dettes avaient été diminuées ou annulées par suite des mesures favorables accordées aux exploitations collectives.

Quant à la dissolution, la coopérative ne peut être dissoute qu'à la demande d'au moins les 2/3 de ses membres. Mais même dans ce cas si le nombre des fidèles atteint dix, elle n'est pas dissoute.

Les écrivains communistes nous racontent le résultat de ces mesures :

Coopérative « Rakoczi » :

« J'ai reçu cinq arpents et demi ensemencés de blé, le reste c'est de la friche, dit Lajos Farkas, paysan moyen sortant.

« — Je suis entré avec du bétail, de l'outillage, j'ai travaillé honnêtement, je n'y ai pas apporté un sou de dettes. Et maintenant je sors avec 2.644 florins de dettes et des terres en partie en friche. Pourquoi ai-je travaillé, alors ?

« En plus le « Rakoczi » a chargé chacun des sortants de 600 florins de dette bancaire par personne et de 120 florins par arpent. Qui a fait cela ? Comment en sortirai-je ? Pourquoi dois-je avoir des dettes ?... »

Coopérative « Kossuth » :

« Les paysans sortants ne reçoivent pas de terres ensemencées, mais des terres en friche (...). Lorsqu'ils sont entrés (dans la coopérative) on a déprécié leur bétail, lorsqu'ils sortent on le surstime. Ils n'ont reçu ni engrais, ni fourrage ; on leur donne à peine de bétail. » (Péter Ruffy, *Béke es Szabadsag*, 20 janvier 1954).

De tels procédés portèrent leur fruit. A la fin d'octobre Matyas Rakosi put déjà annoncer au Comité central du Parti :

« Les membres de notre Parti en alliance avec les militants sans-parti des coopératives, après les hésitations du début, se sont affirmés avec de plus en plus de vigueur en faveur de la cause de l'économie coopérative. Ainsi ils ont retourné la situation et ils ont progressivement refoulé les forces réactionnaires, anticoopératives et capitalistes des villages. » (*Tarsadalmi Szemle*, n° 11, 11, p. 898).

Malgré tout, l'affaiblissement des coopératives est impressionnant : de juillet à novembre le nombre des coopératives est descendu d'environ 5.300 à 4.677 (diminution 13 %), celui des familles adhérentes de 340.000 à 263.000 (diminution : 22,6 %), l'étendue des terres cultivées de : 3.800.000 arpents à 3.144.000 (diminution : 26,7%). Compte tenu des circonstances dans lesquelles la sortie s'est effectuée, ces chiffres démontrent l'aversion profonde des paysans hongrois envers le système coopératif du type moscovite.

Hélas, tout autant que le recul de la production de l'industrie lourde, le recul de la collectivisation forcée n'est que provisoire. Le but final reste la socialisation de toute l'agriculture et la liquidation totale des exploitations individuelles. N'est-ce pas ceci qui ressort des paroles de Matyas Rakosi : « Nous devons dire clairement et sans ambiguïté, que pour notre parti et pour notre démocratie populaire, la construction du socialisme au village et la collectivisation de l'agriculture sont une seule et même chose. Par conséquent, ils (le parti et le gouvernement), continueront dans l'avenir à faire tout ce qui est nécessaire pour le renforcement et le développement des coopératives. » (Discours devant les militants du parti de Budapest, *Nepszava*, 12 juillet 1953).

L'écrivain Péter Ruffy trahit les desseins communistes dans un de ses comptes rendus :

« On ne comprend pas très bien ici (à Szabadszentkiraly) l'esprit du programme gouvernemental. On rend la vie des sortants tellement difficile, comme si on oubliait que les sortants

d'aujourd'hui sont aussi les membres de demain... » (*Béke és Szabadsag*, 20 janvier 1954).

Les mesures destinées à développer la production agricole tendent notamment à diminuer les fardeaux qui écrasaient auparavant aussi bien le secteur privé que le secteur coopératif. Toutefois, dans l'application de ces mesures, réduction des impôts et des livraisons obligatoires, annulation ou diminution des impôts en retard et des dettes agricoles, réduction des prix appliqués par les stations de machines — les coopératives sont nettement favorisées par rapport aux exploitations individuelles, quoique ces dernières jouissent aussi de certains avantages qui étaient pour elles méconnus dans le passé.

Le tableau ci-dessous nous montre l'inégalité de la réduction des livraisons obligatoires (les chiffres indiquent la réduction en %) :

Nature de la livraison	Pour les coopératives de 3 ^e catégorie (kolkhozes)	Pour les coopératives des 2 ^e et 1 ^e catégories (types transitoires vers les kolkhozes)	Pour les paysans indépendants
Produits végétaux	25	15-20	10-15
Porcins et bovins ..	30	30	25-30
Volailles et œufs ..	50	40	40
Lait	30	20-25	15-20
Vin	50	30	25

(*Népszava*, 13 décembre 1953).

Que ressort-il de ce tableau ? Prenons l'exemple des produits végétaux. De ces produits, le paysan libre devait livrer, avant la réduction, 18,5 % de plus par hectare que le kolkhoze. Maintenant, si on réduit les livraisons de 25 % pour les kolkhozes et d'une moyenne de 12,5 % pour les paysans indépendants, chacun en bénéficie, mais l'écart entre les deux catégories sera doublé et les paysans indépendants devront livrer dorénavant 39 % de plus par hectare que les kolkhozes.

Quant à l'impôt sur le revenu, celui-ci était réduit de 15 % pour l'année 1953, aussi bien pour les membres des coopératives que pour les paysans indépendants. Ceci signifie que les paysans indépendants continueront à payer six fois plus d'impôts pour un revenu égal que les membres des coopératives. (cf. *Allam és Kozigazgatás*, oct.-nov. 1950, pp. 718-726).

Ainsi les nouvelles mesures non seulement maintiennent, mais dans la plupart des cas, elles soulignent encore davantage la discrimination pratiquée jusqu'à présent dans l'agriculture au détriment des paysans indépendants.

En même temps qu'on accentue les différences matérielles entre les paysans du secteur socialiste et les paysans du secteur privé, on tend (provisoirement) la main à ces derniers. On découvre brusquement que Lénine lui-même a recommandé de s'allier avec les paysans indépendants pauvres et de s'appuyer sur la paysannerie moyenne. Depuis l'automne dernier, il n'y a pas de discours ou d'article traitant des sujets économiques qui ne soulignent l'importance des paysans indépendants et surtout celle des paysans moyens. « *Les organisations locales de notre parti*

doivent devenir les défenseurs des intérêts des paysans indépendants », écrit Tivadar Matusek dans la revue *Társadalmi Szemle* (1954, n° 1, p. 58). Plus loin (p. 60) il ajoute : « ... il faut accorder une attention particulière aux problèmes des paysans moyens qui forment en ce moment la couche la plus importante parmi les paysans indépendants. »

Même les koulaks sont traités avec plus de douceur : ils ne cessent pas d'être considérés comme des « ennemis du peuple », mais les fameuses « liste de koulaks » — véritables proscriptions — furent abolies, le cas de nombreux koulaks a été examiné et beaucoup parmi eux furent re-admis dans la catégorie des paysans moyens.

Nous assistons donc à un phénomène bien connu dans le monde communiste : lorsque le régime traverse une période difficile, il fait appel aux couches persécutées de la population ou aux anciens « ennemis » pour le tirer d'affaire. C'est ainsi que le régime soviétique invita les officiers tsaristes dans l'Armée rouge pendant la guerre civile ; que plus tard dans le désarroi économique qui suivit cette guerre, il invita les industriels et les commerçants à reprendre leur activité, qu'il chercha la paix extérieure et l'amitié des pays capitalistes chaque fois qu'une crise le menaçait de l'intérieur.

Actuellement, les dirigeants de la Hongrie font appel aux paysans moyens et aux koulaks, à ces parias d'hier pour faire sortir l'agriculture du marasme dans lequel la tentative de liquider ces mêmes paysans l'a entraînée.

Des procédés semblables ne sont pas inaccoutumés en Hongrie :

— Le 17 mai 1945, Matyas Rakosi assure les capitalistes de la bienveillance du parti communiste et leur promet des crédits gouvernementaux s'ils contribuent loyalement à la reconstruction. Depuis l'industrie hongroise fut nationalisée et une grande partie des anciens propriétaires fut physiquement liquidée.

— Le 3 juillet 1946, il sollicite pour son parti le soutien des artisans et des commerçants et leur déclare que le Parti communiste est le parti des petites entreprises et le défenseur de leurs intérêts. Actuellement 80 % du commerce de détail est nationalisé et un pourcentage identique des artisans est entré, cédant à la force, dans les coopératives dites « artisanales ».

— Dans le même discours, il demande le support de la paysannerie, et il nie solennellement que le Parti communiste ait l'intention d'instaurer les kolkhozes en Hongrie. L'été dernier, les kolkhozes et les sovkhoses occupèrent 40 % des terres arables du pays.

Après de tels précédents — et la liste est loin d'être complète — il serait difficile de croire à une amélioration profonde et durable du sort des paysans indépendants qui à eux seuls groupent plus de 60 % de la paysannerie hongroise.

Politique sociale

Selon le rapport sur l'accomplissement du plan économique en 1953, la masse des salaires distribués a augmenté depuis 1952 de 14,2 %, alors que le nombre des salariés n'a augmenté que de 7,8%. Ceci signifierait donc que les salaires ont augmenté en moyenne de 6,4 % au cours de cette année.

Le 6 septembre 1953 le gouvernement a annoncé la réduction des prix de 800 articles vestimentaires et de 10.000 autres articles de consommation courante.

Le 15 mars 1954 le prix de la viande et des produits de charcuterie fut réduit de 8 à 15 % (ces prix ne furent pas l'objet de réduction en septembre).

Toutefois l'augmentation du niveau de vie n'est pas aussi importante qu'on pourrait supposer d'après ces chiffres. Une grande partie des articles dont le prix a été réduit n'est que difficilement accessible à la population. Le numéro du 12 février du journal *Szabad Nep* fait état d'une pénurie de viande et de matière grasse, tandis que son numéro du 6 février accuse les difficultés du transport d'hiver pour la pénurie des vivres : « *Il y a des aliments qui à cause des difficultés, n'arrivent qu'en petites quantités dans la capitale. Ainsi par exemple, il n'y a que les jeunes mamans et les petits enfants qui peuvent avoir du lait.* »

Le rapport sur l'accomplissement du plan avoue également que, bien qu'on ait réduit le prix des articles, ceux-ci restent introuvables : « *... le commerce n'a pas été en mesure de satisfaire pleinement à la demande qui s'est accrue dans de grandes proportions. C'est ainsi qu'on a manqué de certaines épices, d'articles de caoutchouc et de certains objets de maroquinerie (...) des postes de T.S.F. à bon marché, d'appareils ménagers et de certains objets de vaisselle, etc (...). Des plaintes ont été enregistrées en ce qui concerne la qualité de certains articles de confection, d'équipement ménager, du charbon et du bois de chauffage.* » (Bulletin Hongrois, n° 160, p. 5).

Ce sont là encore des difficultés qu'on peut considérer comme passagères. Il est fort probable qu'à la longue le régime réussira à augmenter réellement le niveau de vie. Ce qui nous paraît plus important, c'est que dans ce domaine comme dans les autres, il n'y a rien de changé à l'essentiel même du système. En voici quelques exemples :

— Le rythme infernal du travail dans les usines est maintenu : « *Celui qui prétend que maintenant nous devons ralentir le rythme du travail, que nous devons diminuer les normes (...) joue le jeu de l'ennemi* », disait Matyas Rakosi le 11 juillet dernier.

— Le Code du travail a été révisé, mais le nouveau Code maintient l'ouvrier dans l'état d'esclavage du passé.

— Le montant de l'emprunt forcé qui est appelé « emprunt de paix » depuis qu'il sert au réarmement, est diminué, mais l'impôt lui-même n'est pas aboli : au lieu d'un mois de salaire, le gouvernement s'est contenté de prélever cette fois, seulement deux semaines de salaire sur les ouvriers et les fonctionnaires.

— La lutte des classes n'est pas atténuée. Au contraire, le parti communiste se prépare à l'intensifier :

« *Il ne faut pas oublier que, pendant que l'unité du peuple se forge, la lutte des classes prend de temps en temps une forme plus aiguë. C'est surtout au village que la lutte de classes s'est accentuée, mais son intensification se fait également sentir dans les villes, donc aussi à Budapest. (...). Dans la période de transition (...) une activité accrue de la part de l'ennemi est dans une certaine mesure naturelle. Il ne faut pas en avoir peur, mais il faut la combattre avec toutes les armes.* » (Mihaly Farkas, dans *Tarsadalmi Szemle*, 1953, n° 12, p. 1200).

— Les déportés de 1951 (3) peuvent dorénavant librement circuler dans le pays, mais il leur est interdit de retourner chez eux. Seule différence avec le passé : le déporté qui a été jusqu'à présent gratuitement logé chez un koulak peut être mis à la porte et, si on le garde, il devra payer un loyer.

✱

Deux conclusions importantes peuvent être dès maintenant tirées de l'évolution actuelle :

Premièrement : *la nouvelle politique économique est un phénomène essentiellement passager, un arrêt temporaire sur la voie de la construction d'un socialisme du modèle soviétique.* Aucun des anciens objectifs n'est abandonné, seulement leur réalisation est ajournée.

Deuxièmement : *toutes les réformes restent à la surface et ne changent rien à la structure économique et sociale de ce pays.*

Il serait donc erroné de conclure après un examen superficiel des réformes et des réalisations qu'un pays démocratique est en voie de construction derrière le rideau de fer. — Non : c'est un régime totalitaire qui essaie de se consolider.

(3) En 1951 plus de 30.000 personnes furent déportées de Budapest et des principales villes de province, et mises en résidence surveillée à la campagne.

Notre but

Le B.E.I.P.I. a pour but de faciliter le travail des membres de notre Association. Il leur apporte chaque quinzaine des études inédites des documents révélateurs et des informations contrôlées sur la politique internationale notamment sur celle des pays du bloc soviétique, et sur le Communisme lui-même. Ces informations sont extraites en particulier des publications communistes du monde entier, ainsi que d'autres publications.

Tous les renseignements contenus dans le Bulletin sont publiés en vue de leur diffusion. C'est dire que nous ne voyons que des avantages à ce que les membres de notre Association utilisent de la manière la plus large la documentation que nous leur fournissons. La reproduction de nos études, documents et informations est libre. Il n'y a aucun droit d'auteur. D'autre part nous sommes à la disposition des membres de l'Association pour tous renseignements particuliers dont ils pourraient avoir besoin. Adresser la correspondance à B.E.I.P.I., 30, rue de Gramont, Paris (2°).

BULLETIN DE L'ASSOCIATION D'ÉTUDES ET D'INFORMATIONS POLITIQUES INTERNATIONALES**B.E.I.P.I.**Association déclarée
Loi de 190130, Rue de Gramont
PARIS-2°Téléphone : RICHELIEU 80-80
Compte Chèque Postal de l'Association
PARIS 7241-06

Tito et Moscou

pendant la seconde guerre mondiale 1939-1945

par BRANKO LAZITCH

NÉ en 1923 en Serbie, M. Branko Lazitch poursuivait ses études au lycée de Belgrade quand les troupes allemandes entrèrent en Yougoslavie le 6 avril 1941. Il fut de ces jeunes patriotes qui répondirent à l'appel du général Mihailovitch et se dressèrent contre l'occupant. Il le rejoignit « dans la forêt » au printemps de 1942, et fut plus tard affecté au quartier général des Tchelniks comme représentant des organisations de jeunesse. Il ne tarda pas à y être chargé des services de documentation sur le communisme. Il s'évada de Yougoslavie après l'entrée de Tito à Belgrade et entra clandestinement en Suisse (début 1945). Il poursuivit ses études à l'Université de Genève où il obtint le grade de docteur en 1950.

Après quoi, il passa une année au Collège d'Europe, à Bruges.

Branko Lazitch a publié déjà trois ouvrages : La Tragédie du Général Draga Mihailovitch (Editions du Haut-Pays, Yverdon, Suisse, 1946). Le mouvement et le régime de Tito en Yougoslavie, 1941-45 (en serbe), Munich 1946. Lénine et la III^e Internationale. Préface de Raymond Aron. Editions de la Baconnière-Neuchâtel 1950. Il achève une Histoire du Parti Communiste yougoslave. Nous avons publié dans notre numéro 106 du 16 mars 1954 de larges extraits d'une étude qu'il avait donnée aux Cahiers de Bruges sur Le rôle de Moscou et de Mao Tsé Toung dans la Révolution chinoise.

APRÈS la condamnation de Tito par le Kominform en 1948, les communistes yougoslaves n'ont pas résisté à la tentation de modifier une fois de plus, en fonction de ce fait nouveau, l'interprétation d'événements depuis longtemps passés. Pour que l'origine de leur conflit avec Moscou puisse paraître ancienne, ils l'ont fait remonter d'abord à 1942, ensuite à l'époque du pacte germano-russe.

Souvent répétée par les gouvernants yougoslaves et reprise à la légère par la plupart des « spécialistes » étrangers du titisme, cette pseudo vérité a fini par paraître historique. Elle n'est pourtant qu'un thème de propagande, basé sur la négation des faits authentiques. A l'instar de Staline, par l'école de qui ils sont passés, les « titistes » ont retiré de la circulation les publications officielles du P.C.Y. de cette époque, ce

qui leur était d'autant plus facile que ces textes, édités clandestinement, étaient très rares.

Le livre récent de V. Dediyer « Tito parle » qui abonde en longues citations des manifestes du Parti lors de l'Anschluss; de Munich, etc., garde un silence significatif sur la phase suivante, celle du pacte Hitler-Staline, Tito ne dit mot de son séjour à Moscou au début de la guerre, en automne 1939, au lendemain de la signature du pacte Hitler-Staline et Dediyer ne donne aucune citation relative à la position prise par le P.C.Y. en face de la guerre, de l'occupation des pays scandinaves et de la France.

La raison de ce silence est très simple : les documents officiels de cette époque prouvent que le Parti appliqua alors les directives défaitistes de Moscou aussi docilement qu'il avait appliqué précédemment ses directives ultra patriotiques.

Le P.C.Y. et le pacte Hitler-Staline

Les communistes yougoslaves avaient poussé si loin leur antifascisme et leur pseudo patriotisme qu'en l'absence de directives nouvelles de Moscou, le jour même de la signature du pacte et de l'attaque allemande contre la Pologne, ils furent dérouterés. De même qu'en France la fraction communiste du Parlement vota les crédits de guerre, de même certaines organisations com-

munistes yougoslaves (par exemple, le Comité régional de Tschatschak en Serbie occidentale) se déclarèrent solidaires du peuple polonais et réclamèrent l'entrée en guerre contre Hitler ! Mais bientôt les directives arrivèrent, déterminant une volte-face absolue.

C'est contre les démocraties occidentales que fut dirigée dès lors la campagne du P.C.Y. qui n'hé-

sita pas à utiliser les mêmes armes que la propagande hitlérienne.

Tout d'abord, l'agresseur n'était pas l'Allemagne, mais la France et l'Angleterre. Le manifeste du Comité central du P.C.Y. à l'occasion du 1^{er} mai 1940 disait : « *Les impérialistes français et anglais ont attaqué il y a sept mois l'autre puissance impérialiste, l'Allemagne, pour la subjuguier et l'obliger à capituler, pour assurer ainsi leur domination sur le monde et continuer sans aucune concurrence le pillage des peuples coloniaux et semi-coloniaux. Toutes les affirmations disant que les impérialistes anglais et français luttent pour la démocratie, pour la liberté, pour l'indépendance des petits peuples, ne sont que mensonge et invention pure* » (1). S'il lui fallait une preuve, l'organe du Parti communiste de Croatie la trouvait dans le « *Livre blanc* » allemand et déclarait aussitôt en éditorial : « *Les révélations les plus récentes du « Livre blanc » allemand démasquent avec éloquence le jeu perfide et ignoble des impérialistes anglo-français et de leurs laquais « démocrates » et « sociaux-démocrates ». Les communistes ont donc eu entièrement raison de stigmatiser dès le premier jour de la guerre impérialiste les agresseurs anglais et français* » (2).

Les Anglais et les Français étaient coupables de la déclaration de la guerre et de toutes ses conséquences. Selon l'organe du Comité central du P.C.Y., la guerre s'était prolongée par leur faute quand ils eurent refusé l'offre amicale de Hitler après l'occupation germano-soviétique de la Pologne : « *Seuls sont responsables de la prolongation de la guerre les impérialistes de Londres et de Paris et leurs laquais « sociaux-démocrates » et « bourgeois démocrates »* » (3). Au même moment l'organe du Parti communiste de Serbie lançait une autre accusation contre les démocraties occidentales : « *...le danger qui menace les Balkans ne vient que de Londres et de Paris* » (4).

A chaque nouvel événement de la deuxième guerre, la responsabilité était automatiquement rejetée sur Londres et Paris. L'organe du Parti com-

(1) *Prolétaire*, numéros 3-4, avril-mai 1940.

(2) *Le marteau et la faucille*, numéro 4, août 1940.

(3) *Prolétaire*, numéros 1-2, janvier -février 1940.

(4) *Communiste*, numéro 1, janvier 1940.

muniste de Serbie expliquait ainsi l'attaque hitlérienne contre la Norvège : « *Le feu de la guerre impérialiste s'est propagé en Scandinavie, en Norvège. Qui est responsable de tous ces malheurs, de toutes ces horreurs que le pacifique peuple norvégien doit supporter?... Les impérialistes de Londres et Paris sont les principaux coupables du malheur qui s'est abattu sur le peuple norvégien* » (5).

Quant à l'occupation des autres pays d'Europe, le responsable n'en était pas Berlin mais toujours Londres et Paris. Selon l'organe du Comité central du P.C.Y. : « *Grâce aux efforts obstinés des impérialistes anglais et français pour entraîner à leurs côtés des petits pays dans la guerre, quatre Etats indépendants ont été occupés : le Danemark, la Norvège, la Hollande et la Belgique* » (6). Au moment où la France succombait sous les coups de l'invasion hitlérienne, le Comité central du P.C.Y. commentait l'événement en ces termes : « *Par la faute de la politique criminelle et anti-populaire de l'oligarchie réactionnaire française et de ses aides les chefs traîtres sociaux-démocrates comme Blum et ses amis, la France a été vaincue par l'Allemagne et l'Italie, dans une guerre impérialiste courte et sanglante* » (7). Lorsque la Grande-Bretagne resta seule à tenir tête à Hitler en 1940, le Comité central du P.C.Y. l'expliqua ainsi dans un communiqué : « *... L'oligarchie financière anglaise, aidée par les traîtres sociaux-démocrates Attlee, Citrine et consorts, oblige le peuple anglais à continuer cette guerre sanglante dans l'unique but d'assurer l'oppression et l'exploitation des peuples coloniaux* » (8).

Inutile d'ajouter que cette complaisance à l'égard de Hitler et le déchaînement contre les démocraties occidentales étaient accompagnés par une apologie permanente de l'U.R.S.S., à la manière habituelle : « *U.R.S.S., gardienne de la paix* », « *U.R.S.S., libératrice des peuples frères de l'Ukraine et de la Pologne orientale* », « *U.R.S.S. protectrice des petits peuples* », « *Pour un pacte avec l'U.R.S.S.* », etc.

(5) *Communiste*, numéro 2, mai 1940.

(6) *Prolétaire*, numéros 3-4, avril-mai 1940.

(7) *Prolétaire*, numéros 5-6, juin-juillet 1940.

(8) *Communiste*, numéro 6, août 1940.

Défaitisme du P.C.Y.

Le livre « *Tito parle* » assure que le P.C.Y., bien qu'il eût admis le pacte Hitler-Staline, aida à la défense du pays. Pourtant les documents officiels de l'époque — et ce livre les passe sous silence — apportent la preuve du contraire.

A l'époque où l'occupation hitlérienne gagna les petites nations occidentales, l'organe du Comité central du P.C.Y. écrivait : « *Si la même politique antipopulaire s'étendait à notre pays, nous autres communistes, aussi bien que la classe ouvrière tout entière, devrions dégager aux yeux du peuple notre responsabilité dans la défense du pays, au cas où il serait attaqué par l'Italie ou par quelqu'un d'autre* » (9). Immédiatement après la défaite de la France, l'organe du Parti communiste de Serbie instruisait ses membres : « *Dès le début de la guerre impérialiste, nombreux sont les camarades qui n'avaient pas compris son caractère et l'attitude du Parti et de la classe ouvrière en face d'elle. Ils reconnaissent que la guerre était impérialiste, mais en adoptant le*

slogan « *si on nous attaque, nous nous défendrons* », ils refusaient d'admettre que la tactique du prolétariat révolutionnaire en guerre contre l'impérialisme demeurât pour nous la seule valable. »

« *Certains camarades sont allés jusqu'à tomber dans les eaux du chauvinisme ; ils se sont mis à bavarder sur la défense inconditionnelle de la Yougoslavie, perdant de vue que cette attitude profiterait aux fauteurs de guerre de Londres et de Paris et à leurs agents chez nous.* »

« *Nous avons dû poser la question de l'indépendance des peuples Yougoslaves en tenant compte non seulement de nous-mêmes, de nos forces, mais aussi des intérêts de la force motrice de la révolution et du progrès humain, des intérêts de la patrie du socialisme — l'U.R.S.S. ; dans la guerre de classe règne la même règle que dans toute autre guerre : les armées auxiliaires se règlent sur le gros des troupes* » (10).

Cette tactique du défaitisme provoqua sans

(9) *Prolétaire*, numéro 3,4, avril-mai 1940.

(10) *Communiste*, numéro 5, juin-juillet 1940.

doute une certaine confusion parmi les membres du Parti, mais ni dans les documents de l'époque ni postérieurement on ne trouva trace d'épuration pour « *déviaton nationaliste* », encore moins trace de rupture (ce qui s'est vu dans d'autres partis communistes à cette époque) en signe de désaccord avec la ligne défaitiste imposée par Moscou. Qui plus est : le P.C.Y. non seulement propagea le défaitisme mais s'efforça aussi de le pratiquer. De vastes grèves furent organisées dans la faible industrie de guerre yougoslave. A la fabrique d'armement de Kragouyevats — la plus grande du pays — de nombreux cas de sabotage furent découverts ; dans les usines aéronautiques de Belgrade — point névralgique de l'industrie de guerre yougoslave — la grève dura trois mois, ce fut la plus longue de l'histoire du mouvement syndical yougoslave, et elle éclata précisément à l'époque critique de 1940.

Une série de manifestations, à la tête desquelles se trouvait encore la jeunesse communiste de Belgrade, eut lieu dans différentes villes. Le 29 novembre 1939 fut commémorée la mort de l'amiral français Guépratte, grand ami du peuple serbe durant la première guerre mondiale, qui sauva des milliers de vies humaines, de soldats et de réfugiés serbes qu'il transporta d'Albanie en Afrique du Nord. La commémoration devait avoir lieu dans l'aula de l'Université de Belgrade. Mais la jeunesse communiste occupa une bonne partie de la salle et après avoir laissé entrer les représentants officiels yougoslaves et français, elle se livra à une manifestation délirante contre « l'impérialisme français », les « deux cents familles » et les « fauteurs de guerre » et empêcha la cérémonie.

Le 14 décembre 1939 une manifestation défaitiste fut organisée dans les rues de Belgrade, et après la mort de l'étudiant *Zivan Sedlan*, blessé ce jour-là par la police, un communiqué de la

Jeunesse communiste universitaire déclarait cyniquement : « ... *Actuellement Hitler ne représente aucun danger pour l'indépendance de la Yougoslavie* » et protestait contre « *les décrets sur la mobilisation, sur l'évacuation de la population civile, etc, qui ont un caractère de préparatifs visibles pour entraîner le pays dans la guerre* ».

Les élèves des établissements secondaires furent également entraînés à des actions défaitistes et lors d'une bagarre avec la police un lycéen de 17 ans fut tué. Les communistes utilisèrent les femmes et une manifestation contre l'appel aux armes se déroula devant le Ministère de la Défense nationale aux cris de « *Faites rentrer nos maris mobilisés* ».

Certains communistes manifestèrent un zèle excessif dans l'application de ce défaitisme, après avoir témoigné auparavant d'un patriotisme non moins démesuré. C'est pourquoi Tito se vit obligé à la V^e conférence nationale du Parti en octobre 1940 de critiquer quelques organisations communistes au Monténégro : « *Certains camarades ont lancé en mai de cette année un mot d'ordre de désertion de l'armée. Ce mot d'ordre a porté un grave préjudice au Parti, parce qu'il aboutit à des résultats regrettables : il a isolé le Parti des masses laborieuses et les ennemis du Parti ont accusé les communistes d'être au service de la clique impérialiste italienne, qui présentait à ce moment des revendications territoriales contre la Yougoslavie. C'est pourquoi de nombreux militants se sont mis dans une position délicate et s'étaient vus accusés d'être des traîtres à leur patrie. Le peuple n'a pas suivi ce mot d'ordre, il lui est resté hostile au moment où il se sentait menacé de l'extérieur* » (11).

(11) *Communiste*, octobre 1946, p. 69.

Le Parti et l'attaque allemande contre la Yougoslavie

La pression croissante de Hitler sur le gouvernement yougoslave aboutit au début de 1941 aux pourparlers et à la signature du pacte tripartite de Vienne le 25 mars 1941. Mais deux jours plus tard un coup d'Etat organisé par un groupe d'officiers serbes renversa le gouvernement et un nouveau gouvernement fut constitué avec la participation des représentants de tous les partis politiques démocrates. Le jour même Hitler ordonna l'attaque allemande contre la Yougoslavie qui fut déclenchée le 6 avril.

Que faisait le P.C.Y. dans ces journées décisives ? Dans l'agitation politique contre la signature du Pacte tripartite, il ne montra pas une seule fois son hostilité aux plans agressifs de Hitler. Les chefs des partis de l'opposition publièrent des déclarations contre le Pacte, alors que le P.C.Y. restait complètement muet. Ce même parti qui lançait tout récemment, avant le pacte Hitler-Staline, des appels fulminants lors de l'Anschluss et de Munich, qui lançait autrefois des manifestations contre une simple visite de von Neurath, ne publia aucun tract et ne fit organiser aucune démonstration dans les rues. Lorsque les étudiants nationalistes et démocrates de Belgrade proposèrent aux communistes d'organiser une grève de protestation contre la signature du Pacte tripartite, le représentant de ceux-ci, *Rifat Burdzevitch*, en même temps secrétaire du Comité régional du Parti pour Belgrade, refusa catégoriquement.

Les communistes non seulement ne prirent au-

cune part à l'organisation du coup d'Etat, mais en apprirent la nouvelle avec surprise. *Mitra Mitrovitch*, à l'époque femme de *Djilas*, écrivit plus tard qu'elle et son mari en sortant le matin dans la rue aperçurent des soldats et allèrent aussitôt alerter les autres chefs communistes. Le 27 mars dans l'après-midi, les communistes manifestèrent dans les rues de Belgrade, avec pour principaux mots d'ordre : « *Pacte avec la Russie* » et « *Belgrade-Moscou* ».

D'après *Stephen Clissold*, diplomate anglais, qui faisait partie de la mission anglaise auprès de Tito durant la guerre, « *Tito se trouvait à Zagreb le jour où le gouvernement Tsvetkovitch fut renversé. Il se dépêcha de se rendre à Belgrade pour exhorter les communistes à ne pas supporter le gouvernement antifasciste de Duchan Simovitch... Il donna les directives que voici : « Les membres du Parti qui sont mobilisés ont à exécuter les tâches suivantes : Premièrement, désorganiser la résistance de l'armée yougoslave en semant la confusion parmi les officiers et les soldats, de telle façon que la défaite apparaisse comme le résultat de l'incompétence du corps des officiers dont l'autorité sera détruite une fois pour toutes ; Deuxièmement, ramasser tous les armes et équipements qui pourraient être jetés dans la panique et les cacher en des endroits sûrs pour un usage ultérieur... Troisièmement, prêter toute l'assistance nécessaire aux Oustachis... et aux autres organisations séparatistes, dans la mesure où elles contribuent au ren-*

versement rapide du régime... Quatrièmement, l'Allemagne brisera vite la résistance de l'armée yougoslave et avec l'aide de l'Italie introduira le régime des Oustachis en Croatie et... des régimes séparatistes similaires ailleurs. Des démarches doivent être entreprises pour l'infiltration de nos militants dans la nouvelle administration et la mise sur pied d'un service de renseignements » (12).

Le 6 avril 1941, la confusion régnait dans les rangs des membres du P.C.Y. : le matin même où Hitler attaquait la Yougoslavie, la radio annonçait la conclusion d'un pacte de non-agression entre l'U.R.S.S. et la Yougoslavie. Ce geste était en accord avec le primitivisme rusé, qui caractérisait la direction stalinienne de la politique étrangère : le 5 avril on conclut un pacte, d'ailleurs purement symbolique, dans le seul but d'encourager le gouvernement yougoslave à s'opposer à Hitler et le 15 mai le même Staline expulsa du pays l'ambassadeur de ce même gouvernement yougoslave sous prétexte que la Yougoslavie n'existe plus, cette fois dans le seul but de plaire à Hitler et de paraître innocent à ses yeux dans l'affaire yougoslave.

Mais l'invasion allemande qui avait provoqué en Yougoslavie un trouble général, y compris dans les services de liaison entre le Komintern et le P.C.Y., empêcha aussi les communistes yougoslaves de suivre une ligne commune. Le matin du 6 avril, les communistes de Belgrade se préparaient à manifester en faveur de la nouvelle amitié soviéto-yougoslave quand leur manifestation fut rendue impossible par des avions allemands ; à Zagreb Tito dépêcha une délégation du Comité central du Parti communiste de Croatie à l'Etat-major de la IV^e armée yougoslave pour lui réclamer des armes ; l'Etat-Major refusa. Par contre, à l'intérieur du pays, les communistes, qui n'avaient pas reçu de nouveaux ordres, poursuivirent leur tactique défaitiste. A Kragouyevats, par exemple, ils ouvrirent le feu sur l'armée qui se repliait ; au Monténégro, ils essayèrent de s'emparer du pouvoir dans certaines villes.

L'attitude du P.C.Y. entre la capitulation yougoslave du 18 avril 1941 et l'attaque allemande

(12) S. Clissold : « Whirlwind : An Account of Marshal Tito's Rise to Power », New York 1949, pp. 1-7.

du 22 juin contre l'U.R.S.S. ne fut guère plus patriotique. Lorsque la Yougoslavie fut occupée et démembrée, le P.C.Y. ne protesta ni en paroles ni en actes. Lorsque les Allemands entreprirent les premières perquisitions et arrestations à Belgrade, aucun communiste ne fut inquiété. Le jour où le colonel Draja Mihailovitch s'établit dans les montagnes de Ravna Gora (8 mai 1941) Tito arrivait à Belgrade de Zagreb et s'installait à l'hôtel Zanatski Dom.

L'interprétation officielle telle qu'elle est donnée depuis le conflit avec le Kominform prétend que le P.C.Y. avait organisé la résistance armée avant l'attaque allemande contre l'U.R.S.S. De nouveau, les preuves font défaut et on se garde bien de reproduire les décisions et les manifestes du Comité central de cette époque-là, car pas une seule fois il ne fut question à ce moment d'insurrection nationale ou de lutte armée contre l'occupant.

Dans un discours prononcé le 21 décembre 1951, Tito déclara : « *Il est insensé de prétendre que notre peuple (c'est-à-dire les communistes) a engagé la lutte parce que Staline l'y a invité. L'insurrection éclata en plusieurs endroits avant l'attaque contre l'U.R.S.S.* ». (La même assertion se retrouve dans le livre « *Tito parle* ».) En prononçant ces paroles, Tito oubliait ses nombreux discours et ses déclarations des années précédentes, comme par exemple celle du 19 juin 1942 : « *Dans trois jours, il y aura un an que le P.C.Y. a lancé l'appel à la lutte nationale* » (13). La même année, Alexandre Rankovitch écrivait dans l'organe du Comité central : « *par l'insurrection armée, notre Parti s'est acquitté des obligations contractées au VII^e congrès de l'Internationale communiste* » (14). Le troisième membre du Politburo, M. Djilas, dans son discours prononcé lors du 26^e anniversaire de la Révolution d'octobre, s'écria : « *Oui, nous n'avons invité le peuple à l'insurrection qu'après l'attaque de Hitler contre l'Union soviétique* » (15).

(13) V. Dediyer : « Journal », Belgrade 1945, p. 185.

(14) *Proletaire*, numéro 16, décembre 1942.

(15) M. Djilas : *Articles 1941-46*, Belgrade 1947, p. 84-85.

Le Parti après l'attaque allemande contre l'U.R.S.S.

Tito a raconté, dans une interview, qu'il rencontra au cours de juin 1941 l'attaché militaire soviétique à Belgrade et qu'il lui déclara qu'à son avis les troupes allemandes qui traversaient la Yougoslavie vers la frontière hongroise étaient en réalité destinées à une attaque contre l'U.R.S.S., opinion que l'attaché militaire ne partagea pas (16). Cet entretien entre le chef du P.C.Y. et l'attaché militaire soviétique (chef de l'espionnage par sa fonction même) n'est pas intéressant seulement par les paroles échangées mais par le fait que ces deux personnages ont été en contact, fait d'autant plus significatif que Tito vivait dans la clandestinité à l'insu des membres mêmes du Parti (mais non à l'insu du chef de l'espionnage soviétique).

Le jour même de l'agression allemande contre l'U.R.S.S., le Komintern (le Grand-père dans la terminologie clandestine des communistes) envoya au P.C.Y. un télégramme l'invitant à organiser la lutte pour la libération nationale en rappelant à la fin qu'il ne s'agissait « pour l'instant

que de libérer le pays du joug fasciste et non encore d'y entreprendre la révolution socialiste » (17). Le même jour le Politburo du P.C.Y. se réunit, et comme les télégrammes venant de Moscou étaient de plus en plus pressants et comme Staline lui-même dans son discours du 3 juillet exhortait tout le monde à la résistance à Hitler, le Politburo du P.C.Y. se réunit le lendemain dans la villa de Vladislav Ribnikar, directeur du quotidien collaborationniste *Novo Vremé* et prit la décision d'organiser la résistance armée à l'occupant.

Lorsque le P.C.Y. lança son appel à l'action armée, il servait les intérêts de l'Union soviétique plus que ceux de l'Etat yougoslave, la cause du communisme international et non celle du nationalisme yougoslave. Les premiers appels invitaient le peuple à la lutte non pas tant parce que les Allemands occupaient le pays, que parce qu'ils attaquaient l'Union soviétique, traîtreusement, comme on disait à l'époque. L'organe du P.C.Y. *Borba*, publié en automne 1941 à Oujitsé,

(16) *Borba*, 7 juillet 1953.

(17) V. Dediyer : Tito, Belgrade, 1953, p. 295.

parlait beaucoup plus de l'U.R.S.S. que de la Yougoslavie, glorifiait le nom de Staline et non pas celui de Tito, alors totalement inconnu dans le pays. Les récits d'actes héroïques des partisans rapportaient qu'ils mouraient sur le champ de bataille ou tombaient devant le peloton d'exécution aux cris de : *Vive Staline ! Vive l'Union soviétique ! Vive l'Internationale communiste !* La première brigade prolétarienne fut formée le 21 décembre 1941, jour de l'anniversaire de Staline. La première brochure publiée sous le nom de Tito traitait de l'anniversaire de l'Armée rouge, le 21 février 1942. Vladimir Dediyer note dans son « *Journal* », à la date du 28 mars 1942, que Tito avait pleuré de fierté et de joie en apprenant que son fils Zarko avait été décoré, après avoir perdu un bras dans la bataille de Moscou. Le premier livre dont l'imprimerie du P.C.Y. à Oujitsé entreprit la publication fut « *Histoire du P.C. russe* ».

Le 7 novembre 1942, anniversaire de la révolution d'Octobre, Djilas écrivait dans l'éditorial de *Borba* l'article intitulé « *Staline* » : « *Est-il un bonheur et une joie plus grands que de sentir que ton camarade le plus proche et le plus aimé est Staline ? Le soleil serait devenu obscur sans Staline... Staline est le seul homme d'Etat qui ait la conscience tranquille et le cœur altruiste... Staline est l'homme le plus parfait... Il sait tout et il voit tout, tout ce qui est humain lui est proche... Il n'y a pas d'énigmes insolubles pour Staline ; c'est pourquoi sa main ne conduit qu'aux victoires...* » (18).

Le 26 novembre 1942 dans son discours devant le Conseil Antifasciste de la Libération Nationale (A.V.N.O.J.), Tito déclarait : « *Enfin, camarades, je voudrais souligner que tous les résultats obtenus jusqu'à maintenant sont en majeure partie dus à nos grands frères slaves Russes et à tous les peuples de l'Union soviétique. La foi seule, la foi profonde dans la force et la puissance de l'Union soviétique, dans la force et dans la puissance de l'Armée rouge, a été l'aliment grâce auquel nous avons pu surmonter toutes les difficultés de ces derniers 18 mois* » (19).

Ces professions de foi et de fidélité à l'Union soviétique et à Staline abondaient pendant la guerre dans la propagande communiste et chacun s'en rendait compte. Mais, elles avaient un caractère unilatéral ; elles ne couvraient pas l'ensemble des relations entre le P.C.Y. et Moscou. Le monde libre ignorait l'autre face de loin la plus importante, de ce problème complexe et il a fallu le conflit de 1948 pour lui en révéler l'existence. La portée historique de ces révélations est d'autant plus grande que, pour la première fois depuis que Staline avait baissé le rideau de fer, il fut possible de prendre connaissance des choses qui se passaient à l'intérieur du monde communiste.

Toutefois, les deux parties en cause, même dans les accusations réciproques les plus violentes après 1948, se gardèrent bien de publier l'ensemble des documents portant sur leurs relations anciennes. Ce silence était d'ailleurs compréhensible de part et d'autre : de la part de Moscou parce que, la thèse stalinienne étant que Tito et son groupe agissaient en agents anglo-saxons et allemands depuis 1937, la publication des documents sur l'activité de Tito de 1937 à 1948 aurait prouvé l'absurdité de cette accusation ; de la part de Belgrade parce qu'il n'était pas dans l'intérêt de Tito de publier sa correspondance complète avec Moscou qui, selon toute probabilité, pré-

sentait les titistes comme des communistes fidèles à Moscou et non comme opposants de longue date.



Pour bien saisir le sens des relations entre Tito et Moscou dans cette période de la guerre, il faut les situer dans la double perspective de la situation du mouvement communiste mondial en 1941-1942 et de la position militaire et politique de l'U.R.S.S.

Le Komintern s'était engagé longtemps avant 1941 sur la voie de l'affaiblissement progressif et de l'asservissement total à Staline. Son dynamisme et sa force révolutionnaire en Europe étaient tombés à un niveau extrêmement bas et, lorsque le moment d'aider l'Union soviétique fut venu en 1941, le Komintern ne faisait pas sentir sa présence dans l'arène internationale.

Au contraire, la position et le rôle du P.C.Y. se virent en 1941 radicalement modifiés par rapport à ce qu'ils étaient avant la guerre. Jusqu'à 1941, le Parti ne comptait guère dans la hiérarchie du mouvement communiste international. Depuis des années aucun représentant du P.C.Y. ne figurait parmi les membres de l'Exécutif du Komintern. Tito lui-même n'occupait pas un rang important parmi les chefs du communisme international. Il n'avait assisté qu'au VII^e congrès du Komintern, simple délégué parmi 500 autres et il n'y avait pas pris une seule fois la parole. Certains chefs communistes avaient acquis une notoriété internationale : Dimitrov, Kuusinen, La Pasionaria, Thorez, Pieck, Togliatti, etc., alors que Tito resta inconnu non seulement dans son pays, mais même parmi les membres du P.C.Y.

En 1941, la situation se transforma radicalement : le seul parti communiste d'Europe qui réussit à organiser des détachements militaires fut le P.C.Y. Les communistes en France et en Italie ne parvinrent à avoir leurs unités armées qu'à la fin de 1943 et en 1944 ; dans d'autres pays balkaniques les communistes les formèrent en 1942-43 ; même en Russie occupée, les partisans n'eurent pas d'activité sérieuse avant 1942-43.

Quant à la situation de l'U.R.S.S. en 1941, Staline lui-même n'hésita pas à déclarer qu'elle était menacée de mort. Le premier objectif de Staline devint : empêcher à tout prix la défaite définitive et totale de l'armée rouge devant l'agression hitlérienne. Pour atteindre ce but : survivre, tous les moyens furent utilisés. Pour exalter le peuple soviétique, Staline reléguait à l'arrière-plan toute la phraséologie communiste, y compris le culte de sa propre personne. Pour disposer de soldats plus nombreux, il fit libérer les milliers de Polonais internés dans les camps de concentration et reconnut le gouvernement de ce pays qu'il venait de démembrer moins de deux ans auparavant.

Durant la guerre, Staline pensait en divisions et en corps d'armées. Lorsqu'on lui parla de l'admission de la France parmi les « Grands », il posa la question du nombre de divisions que la France libre amènerait sur les fronts. Lorsqu'il fut question du Pape, Staline demanda de combien de divisions il disposait dans cette guerre. Dès le début de 1942, il se mit à réclamer le second front, pour faire retirer ainsi au moins 40 divisions allemandes du front russe.

Si les partisans, en Yougoslavie ou ailleurs, pouvaient occuper en 1941-42 deux ou trois divisions allemandes, cette aide bien que modeste à l'échelle européenne fut bienvenue. Mais Staline ne désirait nullement que ces mêmes partisans, dirigés par un Parti communiste, entraînent l'U.R.S.S. dans un débat politique délicat avec les Occidentaux. Il lui semblait préférable d'en-

(18) M. Djilas, op. cit., p. 34-37.

(19) V. Dediyer : « *Journal* », p. 360.

tretenir de bons rapports avec les Occidentaux, capables de lui fournir l'équipement militaire de plusieurs dizaines de divisions, et d'ouvrir un second front, que de gêner ces rapports à cause des prétentions politiques de partisans communistes dans un pays lointain, comme la Yougoslavie.

A l'origine des rapports entre Tito et le Komintern, dont le chef nominal Dimitrov consulta souvent Staline, il y a un double malentendu et un calcul faux : Tito en bon communiste s'attendait à ce que Staline menât une politique révolutionnaire, en quoi il se trompait, car Staline pratiquait une politique soviétique ; Staline en marxiste-léniniste croyait que les puissances occidentales pratiqueraient en face de lui une politique « impérialiste », en quoi il se trompait à son tour, puisque l'Occident ne se comporta pas à l'égard de l'U.R.S.S. en « impérialiste », mais en allié. Un exemple illustre ce double malentendu : au début 1942 Moscou demande à Tito de lancer aux peuples opprimés d'Europe un appel à la résistance. Le texte rédigé par le Q.G. de Tito parlant seulement de l'U.R.S.S. et non des U.S.A. et de l'Angleterre finissait par la phrase suivante : « *L'Armée rouge héroïque apporte la liberté à tous les peuples d'Europe, mais nous-mêmes devons lutter pour être dignes de cette liberté* », après quoi venaient les mots d'ordre : « *Vive l'armée rouge héroïque ; Vive le camarade Staline ; Vive l'Union soviétique !* » Mais à la grande surprise de Tito la censure du Kremlin transforma la dernière phrase ainsi : « *La victoire de l'armée rouge est également la victoire de tous les peuples d'Europe, mais nous devons lutter nous-mêmes pour apporter toute notre aide à la juste cause de l'Union soviétique, de l'Angleterre et de l'Amérique...* », alors que les trois mots d'ordre proposés par Tito étaient supprimés et remplacés par les lieux communs : « *Vive la lutte unie de tous les peuples opprimés contre l'occupant* » et « *Vive notre victoire sur les ennemis communs* » (20).

Bozidar Maslaritch, un des représentants du P.C.Y. à Moscou, décrit ainsi l'atmosphère qui régnait chez les dirigeants soviétiques au sujet de la Yougoslavie en 1941-42 : « *Il n'était pas permis de parler ou d'écrire en U.R.S.S. sur le P.C.Y. et sur son rôle dirigeant dans la lutte pour la libération nationale afin de ne pas effrayer les Grands Alliés par la perspective d'une victoire de la révolution et du communisme en Yougoslavie, ce qui pourrait détériorer les rapports au sein de la coalition anglo-soviéto-américaine. Il n'était pas permis d'exprimer ou d'écrire la vérité sur la Yougoslavie, puisque les Grands Alliés auraient pu accuser le gouvernement soviétique de propager le communisme et la révolution dans notre pays* » (21).



Le gouvernement soviétique fut saisi pour la première fois de la question yougoslave au début de novembre 1941 dès que le conflit eût éclaté entre les Tchétzniks de Mihailovitch et les partisans de Tito. Draja Mihailovitch, qui était en communication radio-télégraphique avec Londres, via Malte, insista auprès du gouvernement yougoslave pour qu'il entrât en contact avec le gouvernement soviétique et qu'on transmitt à Tito l'ordre de mettre fin à la guerre civile. De novembre à mai 1942, de nombreuses tentatives furent faites dans ce sens, soit par l'intermédiaire de Eden, soit par celui de l'ambassade yougoslave en U.R.S.S. Des démarches furent tentées

auprès de l'ambassadeur soviétique à Londres Maïski, ainsi qu'auprès de Vychinski, ministre adjoint des Affaires étrangères. Lorsque le chargé d'affaires yougoslave rendit visite, au nom de son gouvernement, à Vychinski, le 17 novembre 1941 à Kouybichev, les services gouvernementaux soviétiques ayant dû quitter Moscou devant l'avance allemande, celui-ci recourut à des réponses évasives qui n'engageaient absolument en rien les Soviets, devant la demande yougoslave de l'unification de toutes les forces anti-allemandes sous le commandement de Mihailovitch : « *Votre demande n'est parfaitement claire. Personnellement, je ne peux vous donner aucune réponse, puisque le gouvernement est le seul compétent de décider sur ce sujet. Je vais envoyer à Moscou un rapport sur cet entretien. Il est nécessaire également de discuter de tout cela avec nos experts militaires...* »

En avril 1942, un memorandum fut présenté au chef de la mission militaire soviétique à Londres, le colonel Sizov, et le président du gouvernement yougoslave S. Yovanovitch rendit, dans le même but, visite au ministre Bogomolov. Enfin, à l'occasion de la visite de Molotov à Londres en 1942, la même tentative fut reprise. Elle se solda par un échec, comme toutes les précédentes, le gouvernement soviétique déclarant chaque fois qu'il s'agissait d'une question interne yougoslave, dans laquelle il ne voulait pas s'immiscer et que d'autre part il n'avait aucune autorité sur les partisans de Tito. Il est à noter qu'en même temps en 1942 les chefs communistes français reçurent l'ordre de collaborer avec la résistance non communiste, ce qui signifiait dans la tactique stalinienne que Tito était déjà suffisamment fort pour pouvoir être dispensé de l'obligation de jouer le jeu de la « résistance nationale unie ».

A la fin de 1941 et au début de 1942, c'était le maximum d'aide politique que Moscou pût apporter à Tito, étant donnée la situation dans laquelle se trouvait l'Union soviétique elle-même. Mais Tito demandait plus. Ayant provoqué la guerre civile dans le camp antihitlérien, Tito se mit à demander à Moscou une aide en matériel de guerre et un appui public dans la lutte qu'il menait contre le ministre du gouvernement royal yougoslave allié, le général Mihailovitch.

En février 1942, le Quartier général de Tito reçut un télégramme de Moscou disant : « *Il y a possibilité que dans un très proche avenir nous vous envoyions des hommes* » (22). En recevant cette dépêche, extrêmement modérée et prudente dans ses promesses — pour Moscou il était toujours moins coûteux d'envoyer des hommes, c'est-à-dire des agents, que du matériel de guerre ou des troupes (l'Espagne ou la Chine en sont un exemple) — Tito fut pris d'un enthousiasme démesuré et se mit à tout demander : médicaments, armes automatiques, chaussures, vêtements, matériel de signalisation, fusées, canons légers pour l'infanterie, explosifs, etc., en d'autres termes presque tout ce que les Soviets réclamaient eux-mêmes et recevaient des Occidentaux. De tout cela, Tito ne reçut évidemment rien en 1942 (pour dire vrai, Mihailovitch, en dépit de toute la propagande que Londres faisait à son sujet, ne reçut en même temps que l'équipement militaire nécessaire à un bataillon). L'histoire prit fin par le télégramme que Moscou envoya à Tito en avril 1942 : « *Vous ne pouvez malheureusement pas compter recevoir d'ici, dans un délai rapproché, des munitions et des armes automatiques. La principale cause est l'impossibilité du transport* » (23).

(20) V. Dediyer : Tito, p. 349-351.

(21) B. Maslaritch : *Moscou-Madrid-Moscou*, Zagreb, 1952, p. 107.

(22) M. Piyadé : *La fable de l'aide soviétique*, 1950, p. 17.

(23) M. Piyadé, op. cit., p. 38.

La question de l'aide militaire fut ainsi vite réglée, au moins pour un certain temps, comme sujet de discussion entre Tito et Moscou, mais il restait la question politique, beaucoup plus compliquée, dont seule la propagande trouva une solution facile. En effet, Tito comprenait très bien en 1941-42 pourquoi la propagande allemande accordait son appui aux collaborateurs en Yougoslavie et pourquoi la B.B.C. glorifiait le mouvement du général Mihailovitch, mais il ne voyait pas pour quelle raison la propagande de Moscou se faisait sur les exploits des communistes yougoslaves. Pour cela, Staline trouva un moyen terme : il fit installer dans le Caucase le poste émetteur « *Yougoslavie libre* » qui donna libre cours à la propagande communiste yougoslave, alors que les journaux et la radio de Moscou conservèrent sur ce point une attitude plus nuancée. Ceux-ci commencèrent d'abord à parler de la lutte que menait Mihailovitch jusqu'à la fin de 1941, ensuite ils gardèrent le silence sur lui, et se mirent à parler des partisans de Tito, enfin vers la fin de 1943 ils se tournèrent ouvertement contre Mihailovitch.

En ce qui concerne la tactique suivie en Yougoslavie à l'égard des Occidentaux, deux faits ressortent clairement : dans tous les problèmes où il y avait une position à prendre, Tito se trouvait plus à « gauche » que Moscou ; d'autre part, Moscou dans la question yougoslave, de même que sur l'ensemble de sa politique, prit position en fonction de sa faiblesse de 1941-1942, puis en fonction de sa force, à partir de 1943.

Le premier fait est très bien illustré par quelques reproches adressés par le Komintern à Tito. Dans sa dépêche du 5 mars, Moscou écrivait : « ... *C'est à juste titre que ceux qui sont pour les gouvernements anglais et yougoslave soupçonnent le mouvement des Partisans de prendre un caractère communiste et de tendre à la soviétisation de la Yougoslavie. Pourquoi, par exemple, avez-vous eu besoin de former spécialement une brigade « prolétarienne » ?* » (24). En fait, les nouvelles brigades, formées cette année-là, ne furent plus dénommées ainsi, mais prirent le nom de « *brigade de choc* ».

En ce qui concerne l'attitude envers le gouvernement royal yougoslave de Londres, apparaissait une différence analogue entre Moscou « conciliatrice » et Tito « gauchiste ». Le 5 mars 1942, le Komintern câblait : « *Il est difficile d'admettre avec vous que Londres et le gouvernement yougoslave marchent avec les occupants. Il doit y avoir là un grand malentendu* » (25). Quelques jours plus tard, une nouvelle dépêche était adressée à Tito : « *Considérez que l'Union soviétique se trouve en relations contractuelles avec le Roi et le gouvernement yougoslave, et qu'une prise de position ouverte contre eux créerait de nouvelles difficultés dans les efforts de guerre communs et dans les rapports entre l'Union soviétique d'une part, l'Angleterre et l'Amérique de l'autre. Ne considérez pas votre lutte de votre seul point de vue national, mais aussi du point de vue international de la coalition anglo-soviéto-américaine. En renforçant de toutes les manières vos positions dans la lutte de libération nationale, montrez en même temps davantage d'élasticité politique et de capacité de manœuvre* » (26).

Chaque fois Tito allait un peu plus loin dans la voie du communisme, et Moscou finissait par lui emboîter le pas. Plus Staline fortifiait sa position militaire, plus il se rapprochait de la tactique de

Tito. On suivait une certaine politique en 1941, lorsque l'U.R.S.S. fut menacée dans son existence; une autre en 1942, lorsque l'avance allemande fut arrêtée, et une troisième quand l'armée rouge reprit l'offensive en Europe centrale et orientale.

En automne et en hiver 1941, lors de la bataille de Moscou, le Kremlin n'entreprit pas en même temps que Tito la lutte contre Draja Mihailovitch, mais déclara seulement sa non-immixtion. En été 1942, la situation s'était améliorée pour Moscou et le 3 août S. Lozovsky, ministre adjoint des Affaires étrangères, transmit à l'ambassadeur yougoslave à Moscou un memorandum contre l'activité du général Mihailovitch. Cette pièce était entièrement basée sur les accusations portées par Tito contre le général ; Moscou avait déjà reçu et communiqué par la radio « *Yougoslavie libre* » ces arguments plusieurs mois auparavant, mais elle ne jugea opportun de les utiliser officiellement qu'en août. Et, ce qui montre l'habileté manœuvrière de Staline, en même temps qu'on accusait le ministre du gouvernement de Londres, on élevait la légation auprès de ce même gouvernement au rang d'ambassade. Par ce geste spectaculaire, Staline entendait prouver qu'il n'avait rien contre le gouvernement de Londres, mais seulement contre un de ses membres. En réalité, dans la tactique stalinienne, cette opération signifiait qu'il fallait d'abord isoler l'homme le plus fort et le plus dangereux de ce gouvernement, le général Mihailovitch, manœuvrer habilement avec ses collègues pendant qu'on procéderait à son élimination ; après enfin viendrait le tour du gouvernement.

Mais tandis que Moscou se ralliait à la lutte de Tito contre Mihailovitch, la direction du P.C.Y. ouvrit le feu contre le gouvernement royal de Londres tout entier. En avril 1942, Moscou conseilla à Tito de ne pas passer « *à l'attaque directe contre le gouvernement* ». Tito obéit d'abord, mais un mois plus tard il montra de nouveau son dessein de se tourner contre le gouvernement, et lorsque en octobre le conflit s'engagea, l'approbation de Moscou était acquise.

Ce pas franchi, Tito entreprit une autre démarche auprès des Soviétiques en télégraphiant le 12 novembre 1942 : « *Nous allons maintenant former une sorte de gouvernement qui s'appellera Comité national de Libération de Yougoslavie* » (27). La réponse de Moscou fut très précise : « *Ne considérez pas ce comité comme un gouvernement, mais comme l'organe politique de la lutte de libération nationale. N'allez pas l'opposer au gouvernement yougoslave de Londres. Ne soulevez pas, pour l'instant, la question de l'abolition de la monarchie. Ne lancez pas le mot d'ordre de République* » (28). De nouveau, c'était Tito qui allait trop loin et Moscou qui indiquait la tactique à suivre, la conquête du pouvoir par la succession des étapes étant la méthode classique de Staline dans la lutte politique. Cette fois encore, Tito obéit aux injonctions et lors de la constitution de P.A.V.N.O.J. on ne dit rien contre le roi Pierre II et on ne lança pas le mot d'ordre de république.

Cet événement n'eut donc pas lieu en novembre 1942, mais seulement en novembre de l'année suivante. Dans l'intervalle Tito avait remporté des succès décisifs dans le pays, notamment à la suite de la capitulation italienne en septembre 1943, et l'armée rouge était déjà en marche vers l'Europe. A Yaytsé, le 29 novembre 1943, Tito forma un gouvernement provisoire, changea le nom de l'Etat yougoslave, proclama la République et interdit le retour du roi Pierre II. Les ti-

(24) M. Piyadé, op. cit., p. 25.

(25) Ibid.

(26) Ibid.

(27) M. Piyadé, op. cit., p. 58.

(28) M. Piyadé, op. cit., p. 59.

tistes affirmèrent après le conflit de 1948 que ces décisions avaient été prises à l'insu de Moscou et contre son gré. La correspondance relative à ces événements n'a pas été publiée. Le fait est que Staline ne reconnut pas immédiatement le gouvernement de Tito (ce qu'il fera un peu plus tard), mais qu'à la fin de 1943 il refusa catégoriquement la proposition faite par le gouvernement royal yougoslave d'un traité d'amitié et d'alliance, traité qu'il conclut pourtant au même moment avec Bénès.

Veljko Vlahovitch, représentant des Jeunesses communistes yougoslaves auprès du Komintern, raconte dans ses souvenirs qu'il fut réveillé le 1^{er} décembre 1943 à 1 heure du matin par un coup de téléphone de Manouïlski. Celui-ci l'appela dans son bureau et l'interrogea sur les décisions que Tito venait de prendre à Yatsé : « *Quelles impressions produiront-elles à la lumière de la conférence de Téhéran ?* », demanda Manouïlski. Dans le même instant Molotov se mettait en communication avec Manouïlski et lui confiait que Staline blâmait la politique de Tito et que Molotov l'interprétait comme « un coup de poignard dans le dos de l'Union soviétique » (29).

Quelques jours plus tard Manouïlski appela de nouveau Vlahovitch et, tout rayonnant, lui dit :

« *Vous autres Yougoslaves, vous avez une chance folle. Regardez comment la presse mondiale commente les décisions d'A.V.N.O.J. Commentaires convenables et favorables. Il paraît, d'après ces commentaires, que ces décisions ont été prises après un accord préalable entre les Alliés et qu'elles sont étroitement liées à la conférence de Téhéran* ». A la suite de cela le ministère des Affaires étrangères soviétique publia le 14 décembre 1943 un communiqué jugeant les décisions de Yatsé comme des « *faits positifs, contribuant à la lutte des peuples de Yougoslavie contre Hitler et à l'unification de toutes les forces populaires de Yougoslavie* ».

Il est caractéristique que de la conférence de Téhéran, — où il fut décidé le 1^{er} décembre 1943 que les Partisans de Tito seraient les seuls élé-

ments à soutenir en Yougoslavie, ce qui signifiait par conséquent l'abandon pur et simple du général Mihailovitch — à l'entrée de l'Armée rouge à Belgrade en octobre 1944, donc pendant un an, aucun désaccord, si minime fût-il, n'apparut si l'on en croit les écrits titistes postérieurs à 1948. Tito était devenu désormais la seule force reconnue par les Alliés en Yougoslavie et de ce fait le pouvoir lui était assuré d'avance dans le pays au lendemain de la défaite allemande, puisque, Mihailovitch, étant éliminé, le gouvernement en exil ne disposait d'aucune force militaire et que les armées alliées s'abstinrent de débarquer en Yougoslavie.

Après la disparition de son concurrent dans le pays, il restait à Tito à éliminer ses concurrents à l'étranger : le gouvernement royal et le roi lui-même. Tito usa ici de la tactique stalinienne de l'élimination des rivaux par étapes, de la division et de la temporisation, en quoi il rencontra l'approbation et l'appui du Kremlin. Le premier accord Tito-Subasitch fut la première étape dans cette opération, cet accord ayant été conclu sous la surveillance bienveillante des Anglais et Tito ayant accepté de différer sa décision sur la destitution du roi Pierre ; le deuxième accord fut signé en automne 1944 à Moscou cette fois, après quoi vint la formation du gouvernement de Tito le 8 mars 1945 et la proclamation de la République le 29 novembre 1945. Durant ces opérations, Staline usa de son autorité auprès de Tito pour lui éviter de brûler les étapes, le résultat recherché : instauration du communisme en Yougoslavie étant le seul but à atteindre. Lors de sa première rencontre avec Staline, à la fin de septembre 1944, celui-ci déclara en parlant du roi Pierre, encore roi officiellement, mais en exil avec les trois régents : « *Tu n'as pas besoin de le restaurer pour toujours. Reprends-le momentanément et, à la première occasion, poignarde-le tranquillement dans le dos* » (30). En somme, Staline conseillait à Tito d'user à l'égard du roi Pierre des méthodes que Moscou appliqua à l'égard du roi Michel de Roumanie. La seule différence est que le roi Pierre fut détrôné en automne 1945 et le roi Michel en 1947.

(29) *Borba*, 29 novembre 1953.

(30) V. Dediyer : *Tito*, p. 414.

Les missions militaires de Moscou et de Tito

En février 1944 arriva au Q. G. de Tito la première mission militaire soviétique, dirigée par le général Korneïev, officier de carrière. Le mois suivant, une mission militaire de Tito partit pour Moscou. En faisaient partie : Milovan Djilas, membre du Politburo et du Q.G., Velimir Terzitch, ancien officier de carrière, rallié aux Partisans et devenu chef-adjoint de l'Etat-Major suprême et Djura Mesterovitch, ancien combattant des Brigades internationales. Actuellement les deux premiers sont tombés en disgrâce, Terzitch après le conflit avec le Kominform et Djilas après sa condamnation par Tito et Rankovitch.

Aucun document n'a été publié sur les incidents ou conflits provoqués par l'envoi de ces deux missions. A son retour, Djilas publia quelques articles dont un sur sa visite à Staline ; il y reprenait le style dithyrambique qui lui était habituel : « *... En quittant Staline, un homme vif, simple, immortel et génial, nous sentions que cette période difficile prendrait fin un jour et qu'il ferait en sorte qu'elle s'achève. Les oiseaux se mettront à chanter pour tous les hommes, le soleil brillera plus chaud, les fleurs sentiront bon, les enfants s'amuseront, insouciantes, les savants*

seront plongés dans la beauté calme et indescriptible des bibliothèques et des instituts, les écrivains brûleront du feu de la création. Et dans tout cela, dans le bonheur des peuples, dans leur amour mutuel, il y aura Staline » (31).

La mission militaire soviétique resta auprès du Q. G. de Tito à Drvar jusqu'à l'attaque des parachutistes allemands le 29 mai 1944. Ils furent sauvés tous ensemble, avec le Q. G., par des avions alliés, dont un avion soviétique spécialement destiné à Tito, qui les transportèrent dans l'île de Vis. Tito rendit ensuite visite à Churchill, mais cette lune de miel de la collaboration avec l'Occident cessa subitement le 21 septembre 1944, lorsqu'un avion soviétique atterrit sur l'aérodrome de Vis et emporta Tito. Mac Lean, chef de la mission anglaise, note dans son livre que ce départ avait totalement surpris les Anglais, qu'il avait porté préjudice aux rapports mutuels et que Churchill l'avait qualifié d'insultant.

(31) M. Djilas, op. cit., p. 191-192.

Arrivé à Moscou, Tito eut pour la première fois l'occasion de parler à Staline dont l'accueil fut assez froid au dire de Tito lui-même. Lors de son séjour, la décision la plus importante qui fut prise fut l'autorisation donnée à l'Armée rouge d'entrer en Yougoslavie. Pour l'obtenir, les Soviétiques s'étaient adressés non au gouvernement de

Subasitch à Londres, composé de partisans de Tito, qui fut d'ailleurs le seul gouvernement à être reconnu par les Alliés, mais à Tito en tant que président du Comité national de libération. Pour l'U.R.S.S., la reconnaissance de fait allait déjà totalement à Tito, bien que la reconnaissance de jure restât encore au gouvernement de Londres.

L'entrée de l'Armée Rouge en Serbie

Après le conflit Staline-Tito, ce dernier ne se contenta pas de présenter la politique de Staline comme hostile aux Partisans communistes; il prétendit en outre que Staline était plutôt favorable aux Tchétchiks de Mihailovitch. Cette affirmation fut aussitôt longuement utilisée. Ne citons qu'un seul exemple, celui de Isaac Deutscher, qui écrit dans son livre « *La Russie après Staline* » : « *Pendant longtemps Staline dénigre les partisans de Tito tout en exaltant les mérites des Tchétchiks contre-révolutionnaires de Draja Mihailovitch, héros prétendus de la résistance antinazie* » (32). Par son caractère entièrement mensonger cette phrase de Deutscher égale les plus grossières inventions de Staline dans son *Histoire du Parti bolchevik*, tous deux inspirés par un prétendu « matérialisme historique ». Jamais Staline n'a exalté les mérites de Mihailovitch, jamais même il n'a prononcé le nom du général Mihailovitch, de même que jamais il n'a dénigré les partisans de Tito.

Mais jusqu'à la veille de l'entrée de l'Armée rouge en Serbie, celle-ci fut en majeure partie dominée par les formations militaires de Mihailovitch, que les partisans ne réussirent pas à évincer en dépit de l'aide massive reçue des Alliés pour combattre les Allemands, et que les partisans employèrent surtout pour vaincre les Tchétchiks de Mihailovitch. Ainsi, lorsque l'Armée rouge entra en Serbie, elle rencontra en Serbie orientale, non les Partisans de Tito, mais les Tchétchiks de Mihailovitch. Comment donc se manifesta cette prétendue préférence soviétique pour Mihailovitch ? Ces chefs militaires, venus à la rencontre de l'Armée rouge furent soit arrêtés et déportés en U.R.S.S., soit assassinés, soit désarmés après avoir libéré des villes et ce fut le cas du major Keserovitch qui libéra le centre de communication Krusevats, en présence du lieutenant Bob Kramer, membre de la mission américaine, lui-même emmené de force par les Soviétiques à Sofia.

Ainsi, à la fin de la guerre les soldats de l'Armée rouge et de Tito se rencontrèrent sur le territoire serbe. Dans tous les autres pays de l'Europe centrale et orientale, l'expulsion des armées allemandes d'abord et la soviétisation du pays ensuite étaient essentiellement l'œuvre de Soviétiques, les partis communistes étant trop faibles pour pouvoir mener une action révolutionnaire. Si la soviétisation de l'Europe centrale et orientale s'effectuait par l'entrée de l'armée soviétique, plus tard, en 1948-49 en Chine, elle se produira en son absence totale. En Yougoslavie, pourtant, la situation se présentait de façon spécifique : elle ne correspondait ni au premier cas, car il existait un fort parti communiste disposant d'une armée organisée par lui-même, ni au second car l'armée de Staline y pénétra. Dans le fait que Tito

se comporta comme s'il avait seul conquis le pouvoir, sans aide de l'armée rouge, et que les Soviétiques agissaient comme si leur rôle en Yougoslavie était le même que dans les autres pays d'Europe centrale et orientale, on peut trouver un des premiers germes de la future rupture entre Staline et Tito.

Jusque là, les contacts entre Tito et Moscou avaient été assurés par radio et par quelques personnages ou missions militaires, maintenant les deux armées se trouvaient en présence. Autrefois, Tito se plaignait dans ses dépêches de ce que l'aide promise ne lui venait pas ou de ce que Moscou ne rompait pas assez vite avec le gouvernement de Londres. Moscou lui répliquait soit en lui expliquant les difficultés de sa propre situation, soit en lui donnant des directives. Il s'agissait de petits tiraillements mais jamais d'une vraie querelle, Tito et Moscou étant parfaitement d'accord sur le but — le communisme — et discutant uniquement sur le rythme et les moyens de la marche vers ce but.

Par contre, l'incident auquel resta lié le nom de Djilas fut le premier à revêtir une gravité particulière. A la suite d'actes de violence, commis par les soldats et les officiers de l'Armée rouge, le Politburo du P.C.Y. se réunit avec le général Korneiev pour attirer son attention. Djilas intervint au cours de la discussion et selon Tito déclara que ces méfaits étaient d'autant plus déplorables que les milieux réactionnaires les exploitaient pour montrer la différence de comportement entre les missions soviétique et anglaise. Mais le général Korneiev donna une autre interprétation des paroles de Djilas, en prétendant qu'il avait déclaré que les officiers soviétiques au point de vue moral étaient inférieurs aux officiers anglais. Sans vérifier l'authenticité de ce rapport, Staline ne mit pas en doute les paroles de Korneiev et envoya à Tito un télégramme dont le ton s'éloignait beaucoup des dépêches citées précédemment : « *Je suis stupéfait de voir qu'on généralise chez vous et qu'on étend à toute l'Armée rouge des incidents et des fautes commises par quelques officiers et soldats... Si les soldats de l'Armée rouge apprenaient que le camarade Djilas et ceux qui ne l'ont pas contredit considèrent que les officiers anglais sont moralement supérieurs aux officiers soviétiques, ils gêneraient d'une offense si peu méritée* » (33). Pour se disculper, Djilas se dépêcha de publier l'article ci-dessus cité sur Staline et au début de 1945 il partit pour Moscou où il s'excusa auprès de Staline.

(32) I. Deutscher : *La Russie après Staline*, Paris, 1954, p. 76.

(33) Echange des lettres (entre le Comité central du P.C.Y. et le Comité central du P.C. soviétique). 1950, p. 91. B.E.I.P.I. a consacré un numéro spécial (numéro 10 en 1949) à l'échange des lettres entre ces deux partis communistes.

Le partage en sphères d'influence

A partir de septembre 1944, les voyages à Moscou des chefs communistes yougoslaves devinrent très fréquents. Tito s'y rendit en septembre, Mocha Piyadé en octobre, Edouard Kardelj en novembre. Mocha Piyadé s'y trouva en même temps que Churchill et Eden, et deux ans après le conflit avec le Kominform, il écrivit : « *J'étais alors moi-même à Moscou et je fus invité à une réception solennelle que donnait Molotov en l'honneur des ministres britanniques. Je vois encore Molotov venant à moi, le visage rayonnant, me tapant sur l'épaule en disant que les affaires de la Yougoslavie allaient au mieux : il n'ajouta certes pas que ce mieux, c'était le partage de notre peau* » (34).

Les propos des ministres américains des Affaires étrangères Cordell Hull et Edward Stettinius dans leurs Mémoires ont révélé le partage de la Yougoslavie en deux sphères d'influence égales entre Staline et Churchill, comme s'il s'agissait d'une opération bancaire ou d'un partage de bénéfices. Churchill, dans le dernier volume de ses Mémoires, a certifié enfin l'authenticité de ce marché conclu avec Staline.

Depuis lors, ce fait fut largement exploité pour prouver que Staline pratiquait déjà à l'époque une politique grand-russienne sans se soucier de l'expansion du communisme. Pourtant il aurait fallu l'expliquer dans sa véritable signification à la lumière de la mentalité et de la conception stalinienne de la diplomatie. Inspirer confiance à son partenaire par des promesses et des garanties dont on est décidé d'avance à ne tenir aucun compte, une fois la situation de fait créée, était toujours la méthode préférée de Staline dans la politique intérieure et extérieure. « *Les paroles ne doivent avoir aucun rapport avec les actes, sinon qu'est-ce que la diplomatie... Les belles pa-*

(34) M. Piyadé, op. cit., p. 14.

roles servent à masquer les actes méchants...» (35), voilà comment Staline définissait déjà en 1913 le contenu de la diplomatie.

Le partage des sphères d'influence avec Churchill en automne 1944 ne devait être pour le dicateur qu'une simple manœuvre, une promesse qui ne serait jamais tenue. Si le partage de la Yougoslavie en deux moitiés entre Londres et Moscou avait été décidé depuis un an, à l'époque de Téhéran, il aurait pu avoir un effet réel. Mais en octobre 1944, une fois que l'idée d'un débarquement allié sur la côte dalmate eut été définitivement rejeté, Mihailovitch définitivement abandonné, Tito reconnu comme le seul pouvoir dans le pays, l'Armée rouge se trouvant sur le sol yougoslave, comment les Anglais auraient-ils pu s'assurer de leurs 50 % et comment aurait-on pu empêcher Staline et Tito de ne pas garder la totalité ?

Combien Staline se souciait peu de respecter ce prétendu partage on le voit dans le fait que deux mois plus tard il convoqua en secret les représentants des Politburos des P. C. yougoslave et bulgare à Moscou pour débattre en sa présence la question de la future fédération balkanique communiste. Or, non seulement, d'après la convention de partage avec Churchill, la Yougoslavie n'appartenait que pour 50 % et la Bulgarie pour 75 % à Moscou, mais en outre la Yougoslavie demeurait officiellement sous le régime de la Régence du roi Pierre II et Tito n'était pas plus président du gouvernement que ne l'était en Bulgarie Dimitrov, alors que Nikolas Petkov y était vice-président. Mais Staline savait bien, comme les membres du Politburo du P.C. yougoslave et bulgare que seule une question de temps se posait pour des raisons de tactique, avant que ne puisse être détruite toute cette façade.

(35) Cité d'après D. Dallin : *The real Soviet Russia*, Yale University Press, 1943.

Tito et les partis communistes balkaniques

La recherche des causes lointaines de la condamnation future de Tito par Staline amène à la conclusion que le germe pouvait en être trouvé dans les troubles qui sévissaient à l'intérieur du monde communiste plutôt que dans le problème de la politique de Tito à l'égard du monde non-communiste. **La prétention de Tito de devenir d'abord un Staline yougoslave (il s'était approprié tous les titres et fonctions que possédait Staline en U.R.S.S.), et ensuite un Staline balkanique est la cause initiale de sa future condamnation par Staline. Il avait, à force de temps, compris l'élasticité de la politique stalinienne durant la guerre, mais il ne réussit pas à comprendre la vanité stalinienne après la guerre. Ce qui est plus grave, il voulut l'imiter.**

Pendant la guerre Tito prit une importance spéciale non seulement auprès de Moscou, mais aussi auprès des partis communistes voisins. L'ampleur de l'action insurrectionnelle du P.C.Y. l'amena à aller au delà des frontières de la Yougoslavie et à intervenir dans les affaires des Partis communistes d'Albanie, de Grèce et de Bulgarie, fait d'autant plus gros de conséquences

que ce dernier fut jusqu'à la fin du Komintern le parti le mieux vu à Moscou et en quelque sorte son mandataire pour les affaires balkaniques.

En Albanie, le Parti communiste avait à vrai dire été fondé sous l'impulsion du P.C.Y. Deux dirigeants du P.C.Y. de la région de Kosovo-Métochie, Miladin Popovitch et Dusan Mugosa, avaient pris l'initiative de l'unification des groupes communistes dispersés et de la fondation d'un Parti communiste. Ils assistèrent à tous les travaux préparatoires et à sa fondation le 8 novembre 1941. A la première conférence nationale du Parti, en mars 1943, vint comme délégué du P.C.Y. Blazo Yovanovitch, secrétaire du Parti communiste du Monténégro et futur président du gouvernement monténégrin. Il apporta une lettre de Tito transmettant l'autorisation du Komintern de convoquer la conférence nationale. C'était par l'intermédiaire de Tito que le Komintern communiquait avec les communistes albanais. En mars 1943 également, Svetozar Voukmanovitch-Tempo, délégué de Tito pour la Macédoine, rendit visite au Q. G. des partisans albanais. Tempo décida les communistes albanais à rompre l'accord conclu avec le groupe de la résistance nationale « Bali Kombter ». En août 1944, une

mission politique et militaire fut envoyée par Tito au Q. G. albanais et sur sa suggestion personnelle les communistes albanais proclamèrent un gouvernement provisoire. Depuis la formation du P.C. en Albanie jusqu'à son avènement au pouvoir, et même plus tard, Tito et ses délégués prenaient part à chaque nouvel acte important des communistes albanais, quand ils n'en avaient pas été les instigateurs.

En 1943 également Tempo entra en contact avec le Q. G. des partisans communistes grecs et essaya de les gagner à la même politique qu'appliquaient le P.C.Y. et son satellite albanais. Mais Santos, secrétaire du Comité central du P.C. de Grèce et Yoanidès, membre de son Politburo, opposèrent à Tempo les arguments qui n'étaient en réalité rien d'autre que des directives transmises par Moscou : « *La lutte actuelle offre le caractère d'une lutte de libération nationale et, tant qu'elle dure, il serait erroné d'engager la lutte pour l'instauration dans le pays d'un régime démocratique et populaire... Si nous agissons autrement, nous fournissons à la réaction bourgeoise des arguments de poids pour affirmer que le mouvement de libération nationale lutte en fait pour le pouvoir et non pour la libération du sol national... Au point de vue politique, il n'est pas indiqué, à l'heure actuelle, de dénoncer ces tendances des impérialistes anglais, car il en résulterait inévitablement un affaiblissement de l'unité de la coalition anti-hitlérienne* » (36). Au lieu de suivre la tactique de Tito, la direction du P.C. grec conclut en 1943 un accord avec les Anglais, plaçant son armée sous le commandement du Q. G. britannique pour le Proche-Orient.

Au cours de la guerre, pour des raisons différentes, Tito s'était également mis en contact étroit avec le P.C. bulgare. Le problème de l'action communiste en Macédoine en était la raison primordiale. Le secrétaire du Parti dans cette région, Méthodie Satorov-Sarlo, qui fut en même temps membre du Comité central du P.C.Y., décida arbitrairement après le démembrement de l'Etat yougoslave en 1941, de séparer l'organisation communiste en Macédoine du cadre du P.C.Y. et de l'intégrer dans le Parti communiste bulgare. En mai 1941, il refusa d'aller assister à la séance du Comité central du P.C.Y. et se dirigea vers Sofia. En juin, le Comité central du P.C.Y. le démit de ses fonctions et l'exclut du Parti. La querelle fut portée à Moscou devant le Komintern, dont la décision en août 1941 sanctionna la position de Tito. (Si le Komintern avait eu dès 1941-42 des doutes au sujet de Tito, il ne lui aurait jamais confié la tutelle des communistes albanais ni donné gain de cause dans sa querelle au sujet de la Macédoine). Mais en dépit de cette décision, le P.C. bulgare envoya plusieurs de ses délégués en Macédoine ; durant toute la période de 1941-42, il y eut en Macédoine un double travail, en majeure partie contradictoire, des communistes bulgares et yougoslaves.

En automne 1944, Tito jugea le moment opportun de soulever la question de la formation de la fédération des Slaves du sud, première étape vers la fédération balkanique. Avant 1914, les socialistes et depuis 1920 les communistes en préconisaient la création, mais ce n'était qu'un argument de propagande. Cette question semblait maintenant entrer dans le domaine des réalités éventuelles, mais l'intervention de Staline rendit le projet irréalisable.

Le Comité central du P.C.Y. avait envoyé en

novembre 1944 au Comité central du P.C. bulgare une proposition précise prévoyant la création d'une fédération bulgare-yougoslave (37). Sofia donna son accord, sans doute parce que Moscou n'était pas encore intervenu, et en décembre Kardelj se rendit à Sofia. Là, il rencontra une difficulté majeure, qui restera insoluble au cours de toutes les conversations qui vont se poursuivre durant plus de trois ans : le P.C. bulgare demanda que la Bulgarie devint membre de la fédération au même titre que la Yougoslavie, alors que le P.C.Y. proposait que la Bulgarie devint septième république, sur un pied d'égalité avec six autres républiques yougoslaves. La discussion se poursuivit à Belgrade en janvier et le même mois elle fut à la demande des Soviets transmise à Moscou. La délégation yougoslave fut dirigée par Piyadé et la délégation bulgare par Dimitrov en personne.

Tous deux présentèrent leur plan particulier de fédération ; Staline assista à ces négociations et soutint d'abord le point de vue de Dimitrov. « *Bien qu'il me fut pénible de contredire Staline dès notre première rencontre, je fis remarquer que la Serbie et le Monténégro avaient conquis leur indépendance bien avant la Bulgarie, qu'il était inconcevable que les Croates qui, mille ans auparavant avaient déjà leur Etat, ne fussent pas traités sur un pied d'égalité avec les Bulgares et avec les autres* » (38). Mais deux jours plus tard, toujours d'après Piyadé, Staline aurait modifié son attitude et accepté la proposition yougoslave ; les délégués bulgares n'osèrent rien objecter.

La signature du traité devait avoir lieu en février 1945, mais ne se produisit jamais. Selon Piyadé, Staline aurait renoncé au plan, dès qu'il eût officiellement appris que les Anglais désapprouveraient une telle fédération. Cette explication ne paraît pas contenir beaucoup de vérité. En tout cas, il semble que la raison de loin la plus importante fut l'hostilité fondamentale de Staline envers toute solution fédéraliste entre les autres organismes communistes. Tous les fils doivent être réunis dans la main de Moscou et une fédération, même dans le sens communiste, signifierait un relâchement de l'emprise soviétique et le remplacement de Moscou par une force dirigeante, en l'occurrence Belgrade. Si Staline se souciait autant de l'attitude anglaise en 1945, il n'en avait plus aucun besoin deux ou trois ans plus tard ; la fédération ne se réalisa pourtant jamais.

Ces contacts permanents entre les partis communistes balkaniques durant la guerre, entre eux-mêmes ou avec Moscou, permettent de tirer quelques conclusions.

Ces partis étaient rarement capables de découvrir eux-mêmes la juste ligne générale à suivre et souvent Moscou devait leur envoyer des directives.

Si Moscou était resté le centre du communisme européen et mondial, Tito, lui, influençait de plus en plus le développement du communisme balkanique dans le sens « gauchiste » : pression pour rompre l'alliance avec la résistance nationale en Albanie et ailleurs, intervention dans l'insurrection communiste de Grèce à partir de décembre 1944 jusqu'à la résolution du Kominform en 1948, etc.

Ces partis communistes, dits « partis-frères », étaient unis par des relations mutuelles bien peu fraternelles ; ils se disaient monolithiques et ne l'étaient nullement, des conflits internes ou extérieurs se produisant très souvent.

(36) S. Voukmanovitch-Tempo : *Le Parti communiste de Grèce dans la lutte de libération nationale*. Le Livre yougoslave 1949, pp. 21-22, 28.

(37) *Borba*, le 11 décembre 1949.

(38) Piyadé, in *Les Nouvelles yougoslaves*, le 20 février 1950.

La fin de la deuxième guerre mondiale

A Yalta, le 10 février 1945, les Trois Grands, après avoir discuté du problème yougoslave, se mirent d'accord pour recommander au maréchal Tito la formation du nouveau gouvernement sur la base de l'accord Tito-Subasitch et l'admission dans l'A.V.N.O.J. des députés du dernier parlement yougoslave qui n'avaient pas été compromis par la collaboration avec l'ennemi.

Il s'agissait de nouveau de la tactique communiste qui consiste à feindre d'accorder des concessions, sans rien changer à l'état réel des choses : le nouveau gouvernement devait se composer des membres du Comité national de libération, partisans de Tito, demeurés dans le pays, et de membres du gouvernement de Subasitch, partisans de Tito exilés à Londres ; quant au Parlement, les discussions aboutirent à l'admission dans l'A.V.N.O.J. de 36 anciens députés (sur 365, 330 étaient donc déclarés « collaborateurs ») dont le quart s'était déjà rallié à Tito : 2 d'entre eux seulement osèrent se désolidariser des communistes dans ce Parlement provisoire dont les 200 autres membres étaient nommés par Tito sans aucune consultation populaire. Mais, cela n'empêcha pas I. Deutscher d'écrire : « A Yalta, Staline obligea Tito à s'engager dans une coalition avec des hommes de l'ancien régime... »

Le 8 mars 1945 le gouvernement de Tito était constitué et le premier acte de son président fut d'aller à Moscou et de signer, bien avant les autres, un pacte avec l'U.R.S.S. qui deviendra le modèle des pactes analogues qui furent signés avec les autres satellites. Mais à partir de l'affaire Djilas, on peut constater que Staline commença à considérer avec malveillance chaque acte de Tito et à y trouver un prétexte à critique. La création du gouvernement entraîna plusieurs reproches de la part des Soviétiques et deux mois plus tard, un discours de Tito, prononcé à Ljubljana, le 27 mai 1945, donna lieu à de nouvelles observations, sur un ton qui allait montant.

Dans ce discours, Tito déclara à propos du problème de Trieste : « ... Nous demandons que chacun soit maître chez soi ; nous ne voulons pas payer les dettes des autres, nous ne voulons pas être une monnaie d'appoint, nous ne voulons pas qu'on nous mêle à je ne sais quelle politique de sphères d'intérêts ». Deux ans après l'éclatement du conflit, le Comité central du P.C.Y. disait à ce propos : « Personne dans notre pays, ni même à l'étranger n'a compris ces paroles du camarade Tito comme se rapportant aussi à l'Union soviétique » (39). On peut lire sous la plume de Hamilton Fish Armstrong : « Tito m'a affirmé (au cours d'une conversation que j'eus avec lui au printemps 1950) que sa déclaration visait uniquement les puissances occidentales » (40).

Mais le gouvernement soviétique se reconnut dans les paroles de Tito ; il exprima sa désapprobation et demanda des explications à Tito et à Kardelj ; n'ayant pas jugé ces explications satisfaisantes, il chargea son ambassadeur de transmettre la déclaration suivante : « Nous considérons le discours du camarade Tito comme un acte d'hostilité envers l'Union soviétique et les explications du camarade Kardelj comme non satisfaisantes... Dites au camarade Tito que s'il commet encore un acte semblable contre l'Union soviétique, nous serions dans l'obligation de lui répondre par une critique dans la presse et de le désavouer » (41).

L'ambassadeur soviétique rendit ainsi compte à son gouvernement de sa démarche : « Aujourd'hui le 5 juin, j'ai communiqué à Kardelj ce que vous m'avez prescrit (Tito n'est pas encore rentré). Le communiqué lui a fait une pénible impression. Ayant réfléchi, il a déclaré cette appréciation du discours du camarade Tito exacte » (42).

Cet incident révéla, comme l'affaire Djilas, en même temps la mauvaise foi de Staline qui interprète à sa façon un fait et refuse a priori d'accepter des explications yougoslaves, et l'attitude docile de Tito, Kardelj et Djilas qui essayent de faire comprendre à Staline le malentendu, et finissent par faire leur auto-critique. De même que Djilas s'était empressé après la dépêche de Staline de lui consacrer un dihyrambe et de s'excuser auprès de lui, de même Kardelj avoua l'erreur (non pas la sienne mais celle de Tito) et pour dissiper les soupçons soviétiques alla plus loin qu'il ne fallait : « Nous voudrions, poursuivit Kardelj, que l'Union soviétique nous considère comme les représentants d'une des futures républiques soviétiques et non comme représentants d'un autre Etat, capable de résoudre indépendamment ses problèmes, qu'elle considère le P.C.Y. comme une partie du Parti communiste (bolchevik), c'est-à-dire que nos rapports s'orientent dans la perspective que la Yougoslavie deviendra dans l'avenir partie intégrante de l'U.R.S.S. » (43).

La suite de ces explications yougoslaves devant les Soviétiques, provoquées par le discours de Tito du 27 mai, n'est pas révélée ; mais on sait qu'au bout d'un mois, Staline se décida à prendre le parti de Tito dans l'affaire de Trieste, écrivant le 21 juin 1945 à Churchill une lettre dans laquelle il rejetait toute la responsabilité sur le commandement allié en Méditerranée et jugeait tout à fait inadmissible que le maréchal Alexander se permit de comparer le maréchal Tito à Hitler et à Mussolini. Se doutait-il que trois ans plus tard il allait employer la même comparaison à l'égard de Tito ?

(39) Echange des lettres, p. 8.

(40) H. Fish Armstrong : *Tito et Goliath*, Paris.

(41) Echange des lettres, p. 86.

(42) Idem, p. 87.

(43) Ibid., pp. 88-89.